

l'occurrence la Confédération se déchargeait dans une certaine mesure sur les cantons. Ils ont insisté sur le fait que les initiatives visaient une réglementation à long terme débordant le cadre du seul programme d'investissement 1997: si en Allemagne, en effet, la constitution prévoit une garantie pour le financement des dépenses des Länder en matière d'infrastructures de transport, en Suisse, les cantons doivent s'attendre à tout moment à une réduction des subsides fédéraux.

L'administration a informé la commission sur l'état du projet de nouvelle péréquation financière entre la Confédération et les cantons, et a explicité à son intention certains des modèles de construction, d'entretien et d'exploitation du réseau des routes nationales actuellement débattus. L'un d'eux réserve ainsi le seul financement à la Confédération, la répartition des autres compétences demeurant inchangée; un autre prévoit au contraire de donner à la Confédération toutes les compétences en matière non seulement de financement, mais aussi d'exécution. D'une manière générale, cependant, on s'accorde à considérer que cela n'aurait guère de sens aujourd'hui d'engager une modification de fond de la répartition des compétences dans le domaine de la construction, compte tenu de l'état d'avancement du réseau des routes nationales (86 pour cent d'entre elles sont exploitées, 5,1 pour cent sont en cours de construction, 6,7 pour cent existent sous la forme de projets généraux déjà approuvés par le Conseil fédéral: restent donc 2,1 pour cent à arrêter). La situation est cependant différente s'agissant de l'entretien, où un renforcement du rôle de la Confédération apparaît souhaitable, ainsi que le démontrent les résultats du rapport sur la procédure de consultation. L'administration a finalement rappelé à ce sujet à la commission que des décisions prises trop tôt risqueraient d'être préjudiciables à la recherche de solutions dans le cadre de la nouvelle péréquation financière.

La commission, qui partage cette dernière préoccupation, considère que le problème de la clef de répartition des dépenses en matière de financement des routes nationales ne saurait être réglé hors du cadre plus général de la nouvelle péréquation financière. Compte tenu de la situation précaire des finances publiques, fédérales et cantonales, il s'agit moins de se contenter de déplacer les problèmes, que de rechercher au niveau global une répartition judicieuse des tâches et, par là, une mise à profit optimale des ressources disponibles. Aussi serait-ce une erreur que de vouloir engager dès aujourd'hui des modifications de loi qui ne feraient que risquer d'empêcher la mise en oeuvre de réformes ultérieures ou l'étude de possibles solutions de rechange. Aussi la commission estime-t-elle qu'il n'y a pas lieu de donner suite aux initiatives précitées.

La commission n'en est pas moins consciente de la gravité de la situation en matière de financement, s'agissant en particulier du financement de l'entretien (la construction et l'exploitation ne posant pas de problèmes majeurs pour autant que soit maintenue la réglementation actuelle). Elle se rend compte des risques liés à la diminution de la qualité des ouvrages ainsi que des difficultés rencontrées par les cantons à assurer financièrement celle-ci après les diminutions des subsides fédéraux qui ont été décidées en 1994 dans le cadre des mesures d'assainissement. Les Chambres ont voté, le 30 avril 1997, un programme d'investissement qui prévoit le relèvement au niveau initial, et jusqu'à la fin de l'année 1999, de la participation de la Confédération à l'entretien des routes nationales. Cela n'empêche pas la commission d'estimer que seule une participation de la Confédération comparable à celle qui prévalait avant la réduction des taux permettra à long terme de préserver la qualité des routes nationales, et qu'il convient donc de faire en sorte que cette participation continue d'être garantie à titre transitoire même après la date précitée, jusqu'à la mise en place de la nouvelle péréquation financière: tel est le sens de la motion que le Conseil des Etats a transmise au Conseil fédéral.

Antrag der Kommission

1. Die Kommission beantragt mit 14 zu 4 Stimmen, der Standesinitiative Zürich keine Folge zu geben.

2. Die Kommission beantragt einstimmig, der Standesinitiative Aargau keine Folge zu geben.
3. Die Kommission beantragt mit 15 zu 0 Stimmen bei 4 Enthaltungen, die Motion des Ständerates zu überweisen.

Proposition de la commission

1. Par 14 voix contre 4, la commission propose de ne pas donner suite à l'initiative du canton de Zurich.
2. La commission propose, à l'unanimité, de ne pas donner suite à l'initiative du canton d'Argovie.
3. Par 15 voix sans opposition et avec 4 abstentions, la commission propose de transmettre la motion du Conseil des Etats.

Initiativen 96.317, 96.322 – Initiatives 96.317, 96.322

Angenommen – Adopté

Motion 97.3230

Überwiesen – Transmis

96.091

Bundesverfassung. Reform

Constitution fédérale. Réforme

Botschaft und Beschlussentwürfe des Bundesrates vom 20. November 1996 (BBl 1997 I 1)

Message et projets d'arrêté du Conseil fédéral du 20 novembre 1996 (FF 1997 I 1)

Zusatzbericht und Anträge der SPK-NR/SR vom 6. März 1997 (BBl 1997 III 245)

Rapport complémentaire et propositions des CIP-CN/CE du 6 mars 1997 (FF 1997 III 243)

Stellungnahme des Bundesrates vom 9. Juni 1997 (BBl 1997 III 1484)

Avis du Conseil fédéral du 9 juin 1997 (FF 1997 III 1312)

Anträge der Verfassungskommission-NR vom 21. November 1997 (BBl 1998 364)

Propositions de la Commission de la révision constitutionnelle-CN du 21 novembre 1997 (FF 1998 286)

Anträge der Verfassungskommission-SR vom 27. November 1997 (BBl 1998 439)

Propositions de la Commission de la révision constitutionnelle-CE du 27 novembre 1997 (FF 1998 365)

Kategorie I/III, Art. 68 GRN – Catégorie I/III, art. 68 RCN

Anträge der Kommissionen: BBl

Antrag der Fraktion der Freiheits-Partei Nichteintreten

Antrag Rennwald

Rückweisung an den Bundesrat

mit dem Auftrag, einen Entwurf zu einer Reform der Bundesverfassung auszuarbeiten,

– die europakompatibel ist, insbesondere in den Bereichen Sozialpolitik, Wirtschafts- und Agrarpolitik, Steuerwesen, Währungspolitik, Aussenpolitik, Bildung, Bürgerrechte und Institutionen;

– die auf einem neu definierten Föderalismus basiert, u. a. in bezug auf die Anzahl und Grösse der Kantone, die Rolle des Ständerates, den institutionellen Stellenwert der Städte und die «Entkolonialisierung» der Randzonen;

– die den wichtigsten sozialen, wirtschaftlichen und kulturellen Veränderungen der letzten Jahrzehnte Rechnung trägt, insbesondere der Emanzipation der Frauen, dem Aufkommen der Informationsgesellschaft, der Entwicklung der «Drei-Klassen-Gesellschaft», von welcher immer mehr Bevölkerungsschichten betroffen sind, der Globalisierung der Wirtschaft, der nachhaltigen Entwicklung;

– die es der Schweiz ermöglicht, sich Gehör zu verschaffen und in den wichtigsten internationalen Gremien und Organisationen eine Rolle zu spielen;
 – die der politischen Gewalt mehr Gewicht verleiht, indem u. a. die staatliche Rolle innerhalb der sozio-ökonomischen Regulierungsmechanismen gestärkt wird, die Bundesräte mittels starrer Listen gewählt und die personellen und materiellen Mittel des Parlamentes aufgestockt werden.

Antrag Rechsteiner Paul

Rückweisung an die Kommission

mit dem Auftrag, sie in folgender Richtung zu überarbeiten:

- Formulierung von Sozialrechten;
- Formulierung von Wirtschaftsartikeln, die eine aktivere Wirtschaftspolitik der öffentlichen Hand vorsehen;
- Erarbeitung von Bestimmungen zur besseren Kontrolle und Regulierung des Finanzplatzes im öffentlichen Interesse;
- Erlass von Bestimmungen, welche eine Fiskalgesetzgebung ermöglichen, die dem Ziel der Steuergerechtigkeit besser entspricht;
- Ausbau der internationalen Zusammenarbeit und der Integration auf europäischer und weltweiter Ebene;
- Überprüfung der Institutionen mit dem Ziel eines leistungsfähigeren Staates bei gleichzeitigem Ausbau der Mitentscheidungsrechte des Volkes.

Propositions des commissions: FF

Proposition du groupe du Parti de la liberté

Ne pas entrer en matière

Proposition Rennwald

Renvoi au Conseil fédéral

avec mandat d'élaborer un projet de réforme de la Constitution fédérale:

- eurocompatible, en particulier dans les domaines suivants: politique sociale, politique économique (y compris agricole), fiscalité, politique monétaire, politique extérieure, formation, citoyenneté et institutions;
- fondé sur une nouvelle définition du fédéralisme, notamment en ce qui concerne le nombre et la taille des cantons, le rôle du Conseil des Etats, la place des villes dans notre système institutionnel et la «décolonisation» des régions périphériques;
- tenant compte et apportant des réponses aux principaux changements socioéconomiques et culturels intervenus durant ces dernières décennies, et en particulier ceux-ci: émancipation des femmes, émergence de la société de l'information, développement de la société des trois tiers, précarité touchant des couches toujours plus importantes de la population, mondialisation de l'économie, développement durable;
- permettant à la Suisse de faire entendre sa voix et de jouer un rôle dans les principales enceintes et institutions internationales;
- apte à accroître le poids du pouvoir politique, notamment par un renforcement du rôle de l'Etat dans les mécanismes de régulation socioéconomique, par l'élection des conseillers fédéraux sur des listes bloquées et par l'augmentation des moyens – humains et matériels – à disposition du Parlement.

Proposition Rechsteiner Paul

Renvoi à la commission

avec mandat de le retravailler dans le sens suivant:

- formulation des droits sociaux;
- formulation d'articles dans le domaine économique, qui prévoient une politique économique active des pouvoirs publics;
- élaboration de dispositions permettant un meilleur contrôle et une meilleure régulation de la place financière dans l'intérêt public;
- édition de dispositions qui rendent possible une législation fiscale qui corresponde mieux au but de l'égalité fiscale;
- développement de la coopération internationale et de l'intégration aux niveaux européen et mondial;

– examen des institutions avec le but de rendre l'Etat plus efficace tout en développant les droits de décision du peuple.

Deiss Joseph (C, FR), rapporteur: Qui sommes-nous, d'où venons-nous, où allons-nous? Voici des questions fondamentales auxquelles le peuple suisse cherche aujourd'hui réponse. A l'heure où bien des Suissesses et des Suisses s'interrogent sur notre passé, notre présent et notre futur, le débat sur la révision totale de la Constitution fédérale est une véritable chance. Même si la coïncidence avec le 150^e anniversaire de la Suisse moderne fournit à l'exercice sa logique temporelle, notre travail n'est pas destiné en priorité à meubler les festivités liées à ce jubilé. Bien plus, il répond à une véritable nécessité: le pays doit affirmer son identité et forger souverainement son avenir.

L'ampleur et la complexité d'une révision totale de la constitution font appel aux talents de stratégie. Le processus déclenché par l'arrêté fédéral du 3 juin 1987 sur la révision totale de la Constitution fédérale et le projet du Conseil fédéral du 20 novembre 1996 s'avère être la voie, moins spectaculaire peut-être, mais du réalisme et du pragmatisme, et ô combien plus prometteuse de succès.

Mettre à jour le droit constitutionnel actuel écrit et non écrit, le rendre compréhensible, l'ordonner systématiquement, en unifier la langue ainsi que la densité normative, est pour d'aucuns une ambition trop modeste. C'est ignorer l'importance de la transparence des règles fondamentales de l'Etat pour notre identification nationale. C'est sous-estimer le caractère indispensable de la mise à jour pour préparer les véritables réformes matérielles. Le Conseil fédéral a démontré les vertus de cette systématique en proposant, dans le sillage du projet A, deux projets, B et C, conduisant à une véritable révision des droits populaires et de la justice.

La notion de la mise à jour ne ressortit pas aux sciences exactes. Elle fait appel à la pondération et réclame beaucoup de doigté. Pourtant, il serait vain de se perdre dans les disputes stériles visant à en définir l'interprétation authentique. Au-delà de la sémantique, la mise à jour exige du discernement, et nous demande surtout d'être raisonnables. En abordant les grands nettoyages constitutionnels, je dis aux plus réticents que la vaisselle du dimanche ne sert à rien si on l'oublie au fond du buffet, alors qu'aux plus intrépides et plus impatients des réformateurs, je rappelle qu'avant de changer la nappe, il faudrait débarrasser la table. Mais pour ceux qui préfèrent les images tirées de l'alpinisme ou de la conquête de l'Himalaya, je suggère que la constitution mise à jour sera pour nous le camp de base, qu'il vaut mieux atteindre avant de se lancer vers les hautes cimes des réformes en profondeur.

Concevoir une constitution, c'est ériger un chapiteau national, capable d'accueillir tout le monde. En raison de cette exigence d'universalité, les solutions ne peuvent être absolues, au risque d'exclure les parties constitutives du peuple. Le succès de l'opération dépend de la capacité de susciter l'adhésion large dans toutes les couches de la population. La constitution s'applique à tous et ne se prête pas à la réalisation de programmes unilatéraux, voire à la provocation. En de nombreux points, le travail en commission a été marqué par la recherche d'une solution acceptable pour tous, plutôt que de s'entêter dans la pureté doctrinale des formules. Mais si les solutions font appel aux capacités d'intégration et de compromis, les principes qui conduisent – tels ceux de la dignité humaine, de l'égalité ou de la justice – ne souffrent pas la nuance.

Avant de savoir si la proposition que vous ferez sur un point précis, si le droit que vous revendiquerez dans un domaine particulier, ou le devoir que vous voudrez imposer à qui que ce soit, suit l'esprit et la lettre de notre constitution actuelle, vous devrez au préalable examiner en conscience s'ils répondent aux exigences du consensus national.

Bien que notre Conseil soit prioritaire pour la deuxième partie et commence ses délibérations avec les articles 127 à 184, il est impératif d'avoir toujours à l'esprit l'ensemble de l'édifice. Parmi les nombreuses questions qui ont donné lieu à d'intenses débats au sein de la commission, celles qui se situent

aux point angulaires méritent une mention spéciale. Dans tous les domaines fondamentaux de notre Etat, la commission a dû s'adonner à des exercices d'équilibrisme en vue de trouver un dosage stable des principes concurrents. Ces équilibres seront particulièrement importants dans les domaines suivants.

D'abord, le titre passionnant, titre 2: «Droits fondamentaux et buts sociaux» nous entraîne d'emblée à procéder au difficile pesage des droits et des devoirs de l'individu, de sa responsabilité individuelle et sociale. La commission a examiné, avec sollicitude certes, mais aussi avec prudence, les demandes des divers groupes d'intérêts ou de pression.

C'est ainsi que les préoccupations de la jeunesse seront prises en compte par la garantie de l'égalité des chances, et un mandat donné à l'Etat de tenir compte des besoins particuliers des enfants et des jeunes, mais aussi par le droit à une formation scolaire de base, ou à la mention expresse de l'interdiction du travail des enfants. Je tiens à remercier ici les mouvements de jeunesse de toute la Suisse de leurs messages nombreux de satisfaction, qui nous sont parvenus, et qui nous assurent tout particulièrement de la volonté de nous soutenir et de nous accompagner dans le cheminement qui nous conduira à l'adoption de cette constitution révisée qui prépare la Suisse de demain, donc celle de notre jeunesse. Pourtant, la majorité de la commission n'a pas retenu, même par rapport à cette jeunesse, un rappel y relatif dans l'énumération des droits fondamentaux, comme cela sera par exemple le cas pour les diverses formes d'invalidité, ou le mode de vie – mais pas l'orientation sexuelle –, qui seront mentionnés spécialement avec le principe de l'interdiction de toute discrimination.

En matière d'égalité, comme cela existe déjà pour les hommes et les femmes, l'Etat se verra conférer un mandat de pourvoi à l'égalité de traitement des personnes handicapées, sans que l'on ait toutefois franchi, dans le cadre de la mise à jour, le pas du droit justiciable vis-à-vis de tiers.

L'article 7 montre aussi l'importance du langage et la valeur des symboles. Quant au fond, il est évident que les principes de l'égalité et de la non-discrimination s'appliquent sans exception à tous. Aucune voix ne s'est d'ailleurs élevée pour demander un traitement différencié à l'endroit de qui que ce soit. Mais à partir du moment où il y a énumération d'exemples, on prend le risque de blesser tous ceux qui ne font pas partie de la mention spéciale.

La question de la rédaction non sexiste en langue française et italienne est exemplaire à ce titre. La commission s'est ralliée à la pratique actuellement en vigueur pour les textes de loi. Cela permet d'esquiver par exemple les difficultés de la langue française, avec son «homme» à la fois «Mensch» et «Mann».

D'abord, je me réjouis de pouvoir constater que jusqu'à présent, aucune voix féminine ne s'est élevée pour mettre le doigt sur une discrimination matérielle que pourrait contenir le projet. C'est l'essentiel, car plus personne ici ne l'admettrait. Néanmoins, nous devons être sensibles à la symbolique contenue dans la formule. Le malheur est que le débat n'est pas clos, ni à l'Académie française – bonjour Madame la Ministre! – ni en Suisse alémanique: «grüezi Frau Landammann». Mais puisque nous devons trouver une solution maintenant, il est essentiel que, de part et d'autre, la discussion soit menée avec la sérénité requise pour éviter que de linguistique, la dispute ne devienne fondamentale, ce qui manifestement n'est dans l'intention de personne.

Un autre domaine d'importance est celui de l'économie et de la question sociale, qui constitue un deuxième grand ensemble de dispositions des plus délicates en matière d'équilibre consensuel. Je ne vous apprendrai rien en vous disant que c'est à l'article relatif aux buts sociaux, au numéro prédestiné – ne dit-on pas 33 chez le docteur pour savoir si le sujet tousse – que la commission a procédé à une longue intervention chirurgicale qui laisse toujours une dizaine de cicatrices, sous forme d'autant de propositions de minorité.

Concilier l'économie de marché avec l'Etat social suppose un dosage savant entre toute une série de droits qui se complètent: les droits et les devoirs de l'individu en la matière ne tou-

chent pas seulement le droit de propriété, la liberté économique et son respect par l'Etat, mais se retrouvent aussi dans l'affirmation de la responsabilité personnelle de chacun et la mise en évidence de l'initiative privée et de la responsabilité individuelle en matière sociale.

Les valeurs collectives et de solidarité sont soulignées par la garantie de la sécurité sociale et l'affirmation des buts sociaux, mais aussi par la garantie des moyens d'existence, le droit fondamental à une formation scolaire de base, le droit de chaque individu à déployer ses capacités, sans oublier la liberté syndicale et le droit de grève, ni le principe de subsidiarité.

Le titre 3 concerne les cantons et la Confédération. La place qui revient à chaque étage de notre édifice fédéral est un autre domaine où la recherche du consensus exige beaucoup de doigté. Les communes verront ainsi leur autonomie garantie dans la constitution, alors que les villes et les agglomérations urbaines obtiennent que leur situation particulière soit prise en compte. Les cantons, plutôt réservés sur la question de l'autonomie communale, verront leur poids accru par rapport à la Confédération, notamment en matière de politique extérieure.

Le bon dosage du rapport des forces entre le Parlement et le Gouvernement est un défi supplémentaire. La Commission des institutions politiques avait accompli un important travail préparatoire et s'était faite forte de nombreuses propositions dans son rapport du 6 mars 1997. Celles qui, aux yeux de la commission, s'intègrent dans la mise à jour ont été retenues, par exemple: supprimer l'exclusion du clergé des fonctions politiques, plus de flexibilité pour les incompatibilités, deuxième vice-présidence des Chambres fédérales, Services du Parlement subordonnés au Parlement, nouvelle nomenclature en matière d'actes législatifs.

Sur cette dernière question, la commission propose des concepts de loi fédérale et d'arrêté fédéral comme principaux actes législatifs, tout en proposant l'introduction de la notion de mandat conféré au Conseil fédéral. Sur certains points, les propositions de la commission font sans doute appel à une compréhension plus souple de la mise à jour. C'est vrai pour le mandat, ça l'est probablement plus encore pour l'Assemblée fédérale qui fixerait les orientations fondamentales de la politique étrangère. A la décharge de la commission, signaux qu'ont été repoussées des propositions qui, soit, n'avaient pas rang constitutionnel, à ses yeux bien sûr, comme le principe de l'ombudsman, soit encore des propositions qui dépassaient manifestement la mise à jour. Je pense au renouvellement extraordinaire et intégral du Gouvernement.

Le résultat du vote sur l'ensemble au sein de la commission du Conseil national, 22 voix contre 1, démontre que l'identification avec le concept de la mise à jour proposé par le Conseil fédéral s'est faite progressivement.

Le scepticisme initial a successivement cédé la place à l'intérêt, à l'engagement et, pour beaucoup même, à l'enthousiasme. Même si, dans quelques cas, la commission prend des audaces – je pense au droit à la famille, à la question des évêchés, du clergé, des formes de vie, des invalides, du 1er août ou encore de la statistique –, elle est restée fidèle quand même au droit actuel écrit et vécu. Le résultat de ses travaux peut être considéré comme correspondant à la réalité helvétique issue de 150 ans d'Etat fédératif, traduite dans une forme constructive pour le développement futur.

Le grand travail qui nous attend est une tâche noble. Je vous invite à vous y atteler avec conviction et à ne pas vous satisfaire du refrain frileux, voire grincheux, selon lequel il y aurait plus important à faire. Vous ferez ainsi l'expérience vécue en commission, découvrirez progressivement le côté passionnant de la matière et développerez, je le souhaite, un enthousiasme communicatif. Car, finalement, il convient à savoir si nous sommes encore capables et dignes de l'esprit précurseur des fondateurs.

Dans cet esprit, je vous invite à voter l'entrée en matière.

Präsident: Ich begrüße Herrn Bundesrat Leuenberger bei uns, diesmal als Stellvertreter des Justizministers. Er wird für

kurze Zeit bei uns sein. Dann wird Herr Bundesrat Koller zu uns stossen, und Herr Leuenberger wird im Ständerat die Funktion des Stellvertreters des Justizministers wahrnehmen.

Hubmann Vreni (S, ZH), Berichterstatterin: «Die schweizerische Bundesverfassung verliert in Artikel 32bisff. mehr Worte über Alkohol als die amerikanische Verfassung über die Kompetenzen des Präsidenten!» Dieses Zitat aus dem Lehrbuch der beiden Zürcher Professoren Haller und Kölz umschreibt nicht nur sehr witzig, sondern auch sehr treffend den heutigen Zustand unserer Bundesverfassung.

Dass unser Grundgesetz ein kurioses Sammelsurium von Bestimmungen enthält, die teilweise weder in eine Verfassung gehören, noch einen Bezug zur heutigen Wirklichkeit haben, ist dem hohen Alter unserer Bundesverfassung zuzuschreiben. Das Sammelsurium ist aber auch das Ergebnis von zahlreichen Teilrevisionen. Seit 1874 waren es deren 140! Andererseits fehlt im Verfassungstext ein wichtiger Teil des heute geltenden materiellen Verfassungsrechtes. So hat z. B. der völkerrechtliche Ausbau des Menschenrechtsschutzes keinen Niederschlag gefunden. Kein Wunder also, dass sich nur noch ein kleiner Teil der Bürgerinnen und Bürger in unserer Verfassung überhaupt zurechtfinden kann.

Die seit den sechziger Jahren laufenden Bemühungen, eine neue Verfassung zu schaffen, führten bisher nicht zum Erfolg. Der Verfassungstext, der heute vor uns liegt, beruht auf einem Vorentwurf des Bundesrates, den er als Antwort auf den Auftrag des Parlamentes von 1987 ausarbeiten liess. Es seien, so lautete der Auftrag, «das geltende geschriebene und ungeschriebene Verfassungsrecht nach(zu)führen, es verständlich dar(zu)stellen, systematisch (zu) ordnen sowie Dichte und Sprache (zu) vereinheitlichen». Darüber hinaus entschied sich der Bundesrat für ein Reformkonzept im Baukastensystem. Die nachgeführte Verfassung soll die Basis für weitere Reformen sein.

Viele mögen es bedauern, dass die Totalrevision der Bundesverfassung in eng vorgegebenen Bahnen abläuft und zunächst nur eine Aufarbeitung des geltenden Rechts ist. Viel spannender wäre doch eine Werkstatt mit Visionen und grossen Entwürfen für eine neue Schweiz, wie sie 1977 landesweit intensiv diskutiert wurden.

Ich darf Ihnen gestehen: Ich denke mit Bewunderung an die französische Revolution, in der es möglich wurde, in einer einzigen Nacht, in der Nacht vom 4. August 1789, jahrhundertalte Privilegien abzuschaffen und bereits drei Wochen später die «Déclaration des droits de l'homme et du citoyen» zu verlesen. Solche Würfe sind nur in Zeiten revolutionärer Umbrüche möglich, die aber auch ihre Schattenseiten haben, die wir uns hier nicht wünschen.

Zurück zu unserem Entwurf: Der Parlamentsbeschluss von 1987 war das Resultat der Erfahrungen aus den siebziger Jahren. Man beschränkte sich auf das politisch Machbare: Eine Nachführung der geltenden Verfassungswirklichkeit im Verfassungstext.

Zur Arbeit der Kommission: Die Verfassungskommission besteht aus 39 Mitgliedern, darunter sind Vertreterinnen und Vertreter aus fast allen ständigen Kommissionen. Die Plenarkommission tagte bis jetzt neunmal an verschiedenen Orten in der ganzen Schweiz, an insgesamt 23 Sitzungstagen. Dazu kamen die Sitzungen der Subkommissionen, welche die verschiedenen Teile zuhanden der Plenarkommission vorbereiteten.

Es war keine einfache Sache, die ganze Verfassung in einem Zeitraum von etwas mehr als zehn Monaten durchzuberaten. Dies war nur möglich, weil die bundesrätliche Vorlage von der Verwaltung sehr sorgfältig vorbereitet worden war und vor allem auch dank des grossen Einsatzes des Kommissionssekretariates, dem unser besonderer Dank gebührt.

Für uns Mitglieder der Kommission bot sich die einmalige Chance, uns eingehend mit Grundsatzfragen unseres Staates auseinanderzusetzen. Die sehr intensiven Diskussionen hatten oft das Niveau von hochstehenden Weiterbildungsseminaren. Diesen Eindruck hatte ich besonders in der Subkommission 2, die zu präsidieren ich die Ehre und das Vergnügen hatte.

Die Vorlage A, die nachgeführte Bundesverfassung, auf die an der Sitzung in Freiburg einstimmig eingetreten worden war, wurde bei der Schlussabstimmung mit 22 zu 1 Stimmen bei 9 Enthaltungen angenommen. Die relativ hohe Anzahl Enthaltungen sowie die 127 Minderheitsanträge zeigen, dass auch eine Nachführung grosse politische Auseinandersetzungen auslösen kann.

Besonders intensiv diskutiert wurde immer wieder der Begriff der Nachführung, der «mise à jour», oder – wie es der Präsident der ständerätlichen Kommission auszudrücken pflegt – der Aktualisierung des Verfassungsrechtes. Der Verfassungstext soll die gelebte Verfassungswirklichkeit wiedergeben. Sehr rasch stellten wir fest, dass mit einer Nachführung, wenn sie nicht eine blosse Abschreibübung sein soll, rechtliche Veränderungen unvermeidbar sind. Wird z. B. ein Gegenstand statt in der Verfassung in einem Gesetz geregelt, entsteht ein bedeutender Unterschied. Was in eine Verfassung gehört und was nicht, ist immer auch eine politische Frage. Aber bereits eine blosse Neuformulierung kann Akzente verschieben. Diese Möglichkeit wurde in den Kommissionen stark genutzt. Schnell wurde auch klar, dass sogar die Schliessung einer offensichtlichen Lücke zu Neuerungen führen kann. War diese Neuerung politisch unbestritten, wurde sie beschlossen.

Nachführen heisst auch, veraltete Bestimmungen oder gegenstandslose Normen aufzuheben. Diese Entschlackung macht die Verfassung zwar schlanker, verändert aber zwangsläufig ihr Gesicht. Diese etwas grosszügigere Auslegung des Nachführungskonzeptes führte zu einer echten Aktualisierung. Das Ergebnis liegt heute vor Ihnen und hat die Zustimmung der Kommissionsmehrheit gefunden.

Im Gegensatz zum Bundesrat setzte die nationalrätliche Kommission verschiedene Akzente anders. Dies wird bereits in der Präambel augenfällig, wo die Kommission auf den Verfassungsentwurf von 1977 zurückgriff und sich für die von Adolf Muschg entworfene Fassung entschied.

Artikel 2, der den allgemeinen Staatszweck definiert, wurde ergänzt durch die Bestimmungen, dass die Schweizerische Eidgenossenschaft «die nachhaltige Entwicklung» zu fördern und «für eine möglichst grosse Chancengleichheit unter den Bürgerinnen und Bürgern» zu sorgen habe.

Mit klarer Mehrheit entschied sich die Kommission dafür, unter den allgemeinen Bestimmungen einen Artikel 3b einzufügen, der festhält, dass sich jede Person nach ihren Neigungen und Fähigkeiten entwickeln können soll, gleichzeitig aber auch Verantwortung gegenüber den Mitmenschen und der Gesellschaft trägt.

Wesentliche Änderungen erfolgten im Grundrechtsteil. So ergänzte die Kommission im Artikel über die Rechtsgleichheit den Katalog, in dem Beispiele von Tatbeständen aufgeführt werden, die dem Diskriminierungsverbot unterstehen. Zwar lehnte es die Kommissionsmehrheit ab, der Forderung der Schwulen- und Lesbenorganisationen nachzukommen und die geschlechtliche Orientierung in den Katalog aufzunehmen. Hingegen stimmte sie der Formulierung zu, dass niemand wegen seiner Lebensform diskriminiert werden dürfe.

Einen neuen wichtigen Akzent setzte die Kommission zugunsten behinderter Menschen. Sowohl körperlich als auch geistig oder psychisch behinderte Menschen dürfen nicht diskriminiert werden. Zudem wird der Gesetzgeber beauftragt, für Gleichstellungsmassnahmen zu sorgen. Ein Lichtblick für uns Frauen ist die Bestimmung in Absatz 3, wonach das Gesetz für die rechtliche und die tatsächliche Gleichstellung von Mann und Frau zu sorgen hat.

Neu in den Grundrechtskatalog aufgenommen wurde der Anspruch auf ausreichenden und unentgeltlichen Grundschulunterricht für alle. Im Unterschied zum Ständerat hat die Mehrheit unserer Kommission keine Änderung des Artikels über die Koalitionsfreiheit und die Regelung des Streikrechtes vorgenommen. Nach intensiven Auseinandersetzungen stimmte sie schliesslich dem Entwurf des Bundesrates zu.

Heftigste Kontroversen entbrannten um die Sozialziele in Artikel 33. Ein Antrag, diese aus der Verfassung zu streichen, wurde klar abgelehnt. Nach langen Diskussionen stimmte eine Mehrheit schliesslich im wesentlichen der Fas-

sung des Bundesrates zu. Ergänzt wurde die Bestimmung durch die Forderung nach besonderem Schutz von Familien als Gemeinschaften von Erwachsenen mit Kindern. Das Recht auf Existenzsicherung, das im bundesrätlichen Vorentwurf Eingang gefunden hatte, wurde hingegen von der Kommissionsmehrheit auf ein Recht auf Hilfe in Notlagen abgeschwächt, das zudem nur subsidiär zur Anwendung kommen soll.

Der «3. Titel: Bund und Kantone» wurde durch das Wort «Gemeinden» ergänzt und lautet somit «3. Titel: Bund, Kantone und Gemeinden». Die Stellung der Gemeinden und insbesondere der Städte sowie der städtischen Agglomerationen wurde ausführlich diskutiert. Schliesslich ergänzte die Kommission Artikel 41 mit den Bestimmungen, dass der Bund bei seinem Handeln die möglichen Auswirkungen auf die Gemeinden zu beachten hat und dass Bund und Kantone auf die besondere Situation der Städte und der Agglomerationen Rücksicht zu nehmen haben.

Ebenfalls eine wichtige Neuerung beschloss die Kommission in Artikel 44. Bei Gebietsveränderungen zwischen den Kantonen ist die Zustimmung von Volk und Ständen nicht mehr notwendig. Eine Genehmigung durch die Bundesversammlung genügt. Mit der Bestimmung über die Erleichterung der Einbürgerung staatenloser Kinder nahm die Kommission ein Anliegen von Josef Zisyadis auf, der eine parlamentarische Initiative eingereicht hatte.

Weitere neue Akzente bilden der Absatz 2 des Artikels 77, des Filmartikels, der den Bund ermächtigt, Vorschriften zur Förderung der Vielfalt und der Qualität des Filmangebotes zu erlassen, sowie die Bestimmung in Artikel 81, welche festhält, dass Bund und Kantone der besonderen Förderung und den Schutzbedürfnissen von Kindern und Jugendlichen Rechnung zu tragen haben. In der Verfassung ausdrücklich verboten werden künftig die Kinderarbeit sowie alle Arten des Klonens. Eine aktuelle und wichtige Neuerung enthält der Artikel 118, der eine gerechte Besteuerung nach der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit festlegt.

Für uns Parlamentarierinnen und Parlamentarier wichtig ist der Vorschlag der Kommission in Artikel 144, der unsere Arbeit erleichtern wird. Parlamentarische Kommissionen sollen nämlich mehr Befugnisse und einen besseren Zugang zu den Informationen erhalten.

Der sorgfältig vorbereitete solide Vorentwurf des Bundesrates und die Begleitung unserer Kommissionsarbeit durch sehr kompetente Vertreterinnen und Vertreter aus dem Bundesamt für Justiz haben es uns erlaubt, an verschiedenen Punkten unserer Verfassung konsensfähige Neuerungen und sinnvolle Ergänzungen anzubringen. In den Minderheitsanträgen werden weitere Ergänzungen oder Änderungen beantragt. Es ist an uns, dem Parlament, zu entscheiden, was wir davon noch berücksichtigen wollen.

Die Nachführung der Bundesverfassung wird gerne mit einer sanften Renovation verglichen. Es ist an uns zu entscheiden, wie sie erfolgreich abgeschlossen werden kann, damit das Haus auch für künftige Generationen tauglich ist. So wird es notwendig sein, nicht nur die Fensterläden neu zu streichen und ein paar defekte Dachziegel zu ersetzen; der Einbau einer umweltfreundlichen und energiesparenden Heizung wäre sinnvoll. Vielleicht braucht es auch ein neues Treppengeländer, das Halt und Sicherheit bietet, und es braucht dringend Räume für Kinder und Jugendliche, denn in diesem Haus sollen sich alle wohlfühlen können.

Ich bitte Sie, auf die Vorlage einzutreten.

Keller Rudolf (D, BL): Nachdem nun die Vorberatungen zu Ende sind, habe ich mit meinen Freunden die Buchhaltung gemacht und dabei festgestellt, dass einige für uns sehr zentrale Anliegen entweder abgelehnt oder durch die Mehrheit der Kommission sehr stark verwässert wurden. Darum stelle ich heute konsequenterweise namens der demokratischen Fraktion den Minderheitsantrag auf Nichteintreten.

Der ursprüngliche Gedanke des Bundesrates war es, die neue Bundesverfassung kürzer zu fassen, ohne wichtige Dinge wegzulassen und ohne neue Forderungen in die Verfassung zu bringen. Dieser sogenannten Nachführung hätten

auch wir Schweizer Demokraten zustimmen können. Heute stelle ich aber fest, dass es keine Nachführung mehr ist, sondern eine Erweiterung und darum etwas anderes, als man dem Volk ursprünglich versprochen hat.

Nach unserem Empfinden wurde diese neue Verfassung so konzipiert, dass man sie mit Fug und Recht als weitgehend EU-kompatibel bezeichnen kann. Da muss ich der Mehrheit und dem Bundesrat ein Kränzchen winden. Das haben sie alles sehr gut und sehr schlau eingefädelt. Aber genau diese EU-Intentionen können wir nicht teilen. Wir wollen diesen Schritt in Richtung EU nicht mitmachen.

Auch aus den folgenden Gründen, die für uns sehr schwerwiegend sind, lehnen wir dieses Werk ab: Ich bin immer mehr erschrocken, als ich Sitzung für Sitzung feststellen musste, wie stark sich unser Land völkerrechtlich durch Abkommen und Verträge gebunden hat, die meist gar nicht vom Volk beschlossen wurden. Die verfassungsrechtlich recht weit gehende Verankerung des Vorrangs von Völkerrecht gegenüber dem Landesrecht wird von mir und von jenen Kreisen, die bereits die Vorlagen betreffend den Uno-Beitritt, den EWR und die Blauhelme zu Fall brachten, mit Sicherheit in ihrer absolut grossen Mehrheit nicht akzeptiert. Da bin ich mir heute schon sehr sicher.

In vielen einzelnen Teilbereichen, die diskutiert werden und wurden, musste man immer wieder zur Kenntnis nehmen, dass an allen Ecken und Enden völkerrechtliche Vorbehalte stehen, denen wir uns diskussionslos unterzuordnen haben. Ich bin – das können Sie ruhig wörtlich nehmen – entsetzt und schockiert darüber, wie weit wir uns schon «verkauft» haben. Dies war mir in dieser Grössenordnung bis zu den Verfassungsdiskussionen absolut nicht bewusst.

Wenn wir als Land und als Volk nur noch so wenig zu sagen haben, dann brauchen wir auch keine neue Bundesverfassung. Es dürfte auf dieser Welt kein anderes Land geben, in dem die führenden Politikerinnen und Politiker dem Völkerrecht dermassen Vorrang einräumen, wie das nun bei uns geschehen soll. Dazu reichen wir die Hand nicht.

Aus unserer Sicht gehen auch die folgenden konkret aufgezählten Punkte wesentlich weiter, als dass wir sie noch unter dem Begriff «Nachführung» oder «Fortschreibung» der Bundesverfassung subsumieren könnten:

Die ausgedehnte, schweizerfeindliche sogenannte «Antirassismusklausel» gemäss Artikel 7 schlucken wir nicht. Sie dient nur dazu, die inzwischen in weiten Teilen der Bevölkerung sehr unbeliebten Antirassismusbestimmungen zu rechtfertigen. Uns reicht eine generelle, kurze Antidiskriminierungsformulierung, die für alle und alles gilt. Wir wollen diese ausgedehnte Formulierung, wie sie jetzt in der Verfassung verankert werden soll, nicht.

Die verfassungsmässige Gleichstellung von anderen Lebensformen mit der Familie in Artikel 7 ist eine weitere Knacknuss. Diese Formulierung schadet der traditionellen Institution Familie. Auch das ist für uns nicht zu schlucken.

Dann lehnen wir in Artikel 24 die Verankerung des Streikrechtes kategorisch ab. Wir wollen keine italienischen oder französischen Streikzustände in unserem Land. Das Streikrecht ist eine unschweizerische Sache, die von aussen in unser Land getragen worden ist. Wir haben auch grösste Bedenken, dass die in Artikel 33 und in anderen Artikeln formulierten Sozialziele und der sehr weit gefasste Grundrechtskatalog zu vielen zusätzlichen Forderungen führen, welche schlussendlich unbezahlbar sein werden.

Der Städteabsatz in Artikel 41 geht uns ebenfalls zu weit. Er schmälert auch die Rechte der Kantone viel zu stark. Hier greifen wir auf eine Art und Weise in die Autonomie und Kompetenz der Kantone ein, wie sie die meisten Kantone auch nicht schlucken können. Dann lehnen wir auch die Streichung des Bistumsartikels (Art. 84) ab.

Die Frage der Golddeckung in Artikel 89 ist für uns nach wie vor offen, obwohl eine Kommissionsmehrheit sie drinhaben will. Wir wollen eine starke Golddeckung und werden dafür kämpfen. Die sehr reelle Befürchtung steht aber im Raum, dass National- und Ständerat mehrheitlich gegen diese Golddeckung entscheiden werden. Ein Weg weg vom Gold hat aber enorme Sprengkraft für die Bundesverfassung, dessen

müssen Sie sich bewusst sein. Dieses Thema ist noch nicht ausdiskutiert und könnte zu sehr heissen Diskussionen führen.

Ich habe in der Kommission noch eine grössere Zahl weiterer Minderheitsanträge unterzeichnet, wo wir mit der Mehrheit ebenfalls nicht einverstanden sind. Diese Minderheiten dürften aufgrund der politischen Kräfte in den Räten eben Minderheiten bleiben. Aufsummiert fallen diese vielen Minderheiten für uns ebenfalls sehr stark ins Gewicht. Viele Gründe sprechen für uns also für Nichteintreten. Dass man schliesslich den mit geschichtlichem Symbolgehalt behafteten Begriff «General» abgeschafft respektive umformuliert hat, ist nur noch das Tüpfchen auf dem i. Das Tüpfchen auf einer sehr anpasserisch, unterwürfig, internationalistisch gestylten neuen Bundesverfassung. Wir aber wollen keine solche Bundesverfassung. Deshalb beantrage ich Ihnen namens der SD/Lega-Fraktion Nichteintreten auf diese Vorlage A.

Steinemann Walter (F, SG): Die Fraktion der Freiheits-Partei der Schweiz hat beschlossen, auf die Reform der Bundesverfassung nicht einzutreten.

Wir erachten diese trügerische Vorlage als völlig unnötig. Sie wird es nämlich schaffen, viele politische Energien zu binden und dabei den Parlamentsbetrieb weitgehend zu beanspruchen. Die viel Zeit bindende Verfassungsreform ist ein demokratischer Leerlauf, eine juristische Schönschreibübung mit negativer Ausrichtung. Dringende Probleme im Bereich der Wirtschaft und der Finanzpolitik bleiben derweil liegen und ungelöst. Im übrigen wäre es sinnvoller, wenn sich Parlament und Bundesrat an die Verfassung von heute halten würden, bevor etwas Neues eingeführt werden soll, das an der Urne sowieso scheitern wird. Man kann dann danach wie immer von einem Scherbenhaufen reden.

Ich erinnere Sie – als konkretes Beispiel – an Artikel 42bis der Bundesverfassung von heute. Da steht klipp und klar: «Der Fehlbetrag der Bilanz des Bundes ist abzutragen.» Und was machen Sie? Anstelle von Sanierung durch entschlossene Ausgabenkürzungen türmen sich Schulden über Schulden auf. Von abtragen kann keine Rede sein. Trotz den seit 1993 beschlossenen 5 Milliarden Franken Zusatzeinnahmen droht auch dieses Jahr wieder ein 8-Milliarden-Defizit, u. a. weil beispielsweise die Steuergeldverschwendung an Randgruppen nicht gestoppt wird. Da liegt doch das Problem, wenn das Volk Ihnen nicht mehr folgt: Sie verhalten sich offensichtlich verfassungswidrig.

Sie alle können feststellen, dass sich das Volk überhaupt nicht für die Reform interessiert. Auch die Tonnen an beschriebenem Papier und die Tausenden von Sitzungsmann- oder -frautagen – bei leerer Bundeskasse übrigens – werden das Interesse des Volkes nicht wecken oder die Willensnation Schweiz neu beleben.

Wer will denn die Verfassung ändern? Es sind gewisse Politiker, Staats- und Verwaltungsrechtler und Teile der Verwaltung. Bis heute hörte ich noch nie Bürger sagen: «Ändert doch die Verfassung. Sie ist kompliziert, man kommt nicht draus, weil man keine juristische Ausbildung hat.» Es kommt nur auf den Geist der Verfassung an und darauf, ob das Volk hinter den verfassungsmässigen Organen steht. Die Krise ist nicht da, weil die Verfassung schlecht zu lesen ist.

Wir können uns weder mit der Vorlage des Bundesrates noch mit dem Resultat der Kommissionsbehandlungen identifizieren. Von den Kommissionen wurden viel zu wenige Korrekturen zugunsten wirtschaftlicher und eigenverantwortlicher Aspekte angebracht. Der auf falscher Ebene liegende Grundgedanke bleibt somit bestehen. Trotz des Prinzips der Nachführung des geltenden Rechts ist mit der Einführung der Sozialrechte und der Sozialziele zuviel Konfliktpotential vorhanden.

Auch die sogenannte moderne Präambel mag nicht über die pervertierten Themen hinwegtäuschen, wenn gegenüber der auf Adolf Muschg basierenden Fassung aus dem Jahre 1977 eine modernisierte Form vorgeschlagen wird. Das ganze Projekt für unsere künftige Verfassung ist garniert mit schönen Absichten und ideologischer Freigebigkeit, mit wenig Be-

zug zur Realität eines unabhängigen und modernen Staates, welcher Selbstverantwortung statt Wohlfahrtsbürokratie zum Ziel hat.

Die neue Verfassung vergöttert den Staat. Sie ist Ausdruck einer Gesellschaft, die bereit ist, ihre bisherigen Freiheiten einem bürokratischen Staat zu überlassen und ihn damit insbesondere mit sozialen Aufgaben zu belasten.

Verwalter und Richter würden überall das Sagen haben. Die Rechte des Volkes und des Parlamentes würden damit krass dezimiert.

Die Kommissionen des Nationalrates und des Ständerates haben den explosionsartigen Ausbau der Sozialrechte gutgeheissen. Bis zum Überdruß wird das mit Wunschlisten und Absichtserklärungen aufgeblasen. Sozial aber ist, wer seinen Lebensunterhalt und denjenigen seiner Familie aus eigener Verantwortung und aus eigener Initiative erarbeitet und dem Staat nicht zur Last fällt. Mit neuer Bürokratie sollen die weitgefassten Ansprüche befriedigt werden. Staatlich organisierte Umverteilung tötet jedoch die Sensibilität des einzelnen für echte Not, und sie hat zur Folge, dass sich Arbeit kaum mehr lohnt. Dies ist eine Herausforderung an den von riesigen Schulden gezeichneten Bundeshaushalt.

Mit der Einführung des ominösen Modewortes der «nachhaltigen Entwicklung» in der Definition des allgemeinen Staatszwecks in Artikel 2 droht die totale Unterwerfung unter ein ökologisches Zwangssystem. Dies ist schlichtweg ein nie akzeptables Ansinnen, weil unter diesem Titel erfahrungsgemäss Massnahmen getroffen werden, die zuvor mehrmals abgelehnt worden sind.

Schliesslich ist noch ein Artikel «Individuelle und gesellschaftliche Verantwortung» eingefügt worden. Dieser macht deutlich, dass jede Person ihre Fähigkeiten nach ihren Neigungen entfalten und entwickeln können soll, dass sie aber auch Verantwortung gegenüber Mitmenschen und Gesellschaft zu tragen hat. Die in Artikel 33 festgehaltenen Sozialrechte gehen in die gleiche Richtung. Damit würde der Staat zwingend zum Garanten einer gleichmacherischen und gleichzeitig illusorischen Freiheit.

Richtiggehend in der Sphäre von Rechten befinden wir uns auch im Katalog des sozialen Familienschutzes: Recht auf Gesundheit, Recht auf Wohnung, Recht auf Bildung, Recht auf Grundrente zum arbeitsfreien Lebensunterhalt. Diese Konstruktionen würden zum Garanten der Beschlagnahme unserer Gesellschaft durch den Staat. Es wird dabei nicht gezögert, auch noch das Streikrecht in der Verfassung zu verankern. Bedenken Sie: Wer den Streik will, regelt ihn.

Weitere Nichteintretensgründe finden wir auch im Staatsverständnis zum Begriff «Unabhängigkeit», der wirklichkeits- und volksfremd ist. Unserer Meinung nach kann man nicht unabhängig sein und gleichzeitig beispielsweise der Europäischen Union angehören. Ebenso ist auch Artikel 7 nicht akzeptabel.

Unbefriedigend ist der Entwurf in zentralen Wirtschaftsbereichen. So fehlt die Verankerung des Prinzips des freien Wettbewerbs, Kern jeder Marktwirtschaft. Dies werten wir als einen gravierenden Rückschritt in den Grundrechtsausrichtungen der Wirtschaftsordnung.

Über die Reform – sprich Einschränkung – der Volksrechte dürfte noch viel diskutiert werden. Die Frage der Zahl der Unterschriften ist Symptom eines grundsätzlichen Problems, nämlich der Verkümmern des Rechtsstaates zugunsten des mit unlimitierten Kompetenzen ausgerüsteten Fürsorgestaates – alles andere als ein erstrebenswertes Ziel. Ein aufgeblasener Fürsorgestaat, der sich nicht auf politische und wirtschaftliche Gegebenheiten abstützt, ist von vornherein zum Scheitern verurteilt. Einer Aushöhlung unserer Volksrechte ist die Freiheits-Partei schon immer entgegengetreten. Sie wird ihr auch künftig massiven Widerstand entgegenzusetzen.

Ich bitte Sie, unseren Nichteintretensantrag zu unterstützen.

Rennwald Jean-Claude (S, JU): Vous aurez sans doute deviné que les raisons qui motivent ma proposition de renvoi sont diamétralement opposées à celles des deux orateurs précédents.

Le projet Koller est pour moi un non-projet, en ce sens qu'il ne s'inscrit dans aucune véritable perspective de véritable réforme de notre pays. C'est d'ailleurs normal puisque ce projet ne repose sur aucun mouvement social ou politique profond, comme en 1874, comme dans le cas de la Constitution jurassienne de 1977 ou encore dans celui de la Constitution de la Ve République qui avait fait de l'Etat français un agent transformateur de la société. Le projet Koller m'apparaît aussi en retrait par rapport au projet Furgler. 20 ans après, je trouve que cela n'est pas très motivant, et cela d'autant plus que l'idée d'une mise à jour seulement n'intéresse pas grand monde, car elle ne résoudra aucun problème.

Alors que nous connaissons un chômage massif, d'énormes difficultés sociales et économiques, une paupérisation croissante de larges couches de la population, je suis d'avis qu'il est incongru de choisir les droits populaires et la justice comme domaines prioritaires pour des réformes profondes. Vu son manque de substance, ce projet risque de créer, notamment avec cette idée de buts sociaux, des illusions au sein de la population qui se transformeront rapidement en graves désillusions. J'ai pu le vérifier dans les années qui ont suivi l'adoption de la Constitution jurassienne, car, voyez-vous, le fait que cette constitution-là reconnaisse le droit au travail n'a jamais contribué en quoi que ce soit à résoudre le problème du chômage dans mon canton.

Enfin, ce projet est pour moi «sorti de l'histoire», en ce sens qu'il ne tient pas suffisamment compte des principaux changements économiques, sociaux et culturels intervenus ces dernières décennies en Suisse et dans le monde. Il oublie toute la problématique des répercussions de l'intégration européenne sur notre système politique, ce qui me paraît assez grave.

De cette analyse, je tire la conclusion que cette réforme est une opération de séduction idéologique qui vise à réconcilier les Suisses sur quelque chose de vide et qui permet, en cette année du 150e anniversaire de l'Etat fédéral, de masquer les vrais problèmes qui se posent à notre pays. «Que veut le peuple?», demandait l'autre. – «Du pain et des jeux.» Je n'en suis pas à cette réponse simpliste, mais je suis d'avis qu'une réforme constitutionnelle digne de ce nom doit permettre d'apporter une contribution à la solution de problèmes structurels fondamentaux qui me paraissent être la question sociale, la question économique, la question du renforcement du rôle de l'Etat et du renouvellement du fédéralisme, afin que notre système politique puisse véritablement affronter les défis du XXIe siècle, enfin la question de l'intégration européenne et de la place de la Suisse dans le monde.

C'est pour essayer d'apporter des réponses concrètes à ces problèmes essentiels que je propose de renvoyer cette réforme au Conseil fédéral afin qu'il la retravaille.

Ma proposition ne se résume donc pas à un exercice de style et s'inscrit dans une large mesure dans cette réflexion du grand socialiste français Jean Jaurès: «L'essentiel, c'est d'aller à l'idéal et de comprendre le réel.» Oui, je pense que beaucoup de nos concitoyens ont encore un idéal, mais nous ne pourrions véritablement y répondre que si nous posons les vraies questions. C'est pour moi une question de cohérence et d'honnêteté.

J'aimerais encore préciser que M. Rechsteiner Paul a présenté une proposition de renvoi à la commission. Nous avons une divergence sur ce point, je dirais, pour des raisons tactiques. Mais j'ajoute que nos deux propositions de renvoi sont parfaitement concordantes sur le fond.

Präsident: Herr Rennwald hat auch gleich Ausführungen zum Rückweisungsantrag Rechsteiner Paul gemacht. Es folgen die Sprecherinnen und Sprecher der Fraktionen.

Leuba Jean-François (L, VD): Les bonnes constitutions sont celles qu'on rédige rapidement après une révolution ou un chambardement politique. Il s'agit alors de coucher sur le papier ou de couler dans le bronze les principes au nom desquels on a fait la révolution ou ce qui résulte de ce chambardement. On aurait ainsi pu imaginer que si la Suisse était entrée dans l'EEE ou, plus encore, après son éventuelle adhé-

sion à l'Union européenne, il aurait été ou il serait nécessaire de faire une nouvelle constitution. Rien de tel aujourd'hui.

Le prétexte ou le motif de la motion Meier Josi (93.3218) transmise par les deux Conseils, c'est le 150e anniversaire de la première constitution qui marque indiscutablement le début de la Suisse moderne. Mais, du fait que la révision de la constitution ne repose pas sur un bouleversement politique qui entraînerait derrière lui un immense enthousiasme populaire, la motion Meier Josi a très opportunément demandé une mise à jour, «eine Nachführung», de nos principes constitutionnels.

Le groupe libéral considère que, dans l'ensemble, le Conseil fédéral, avec son projet A, a rempli correctement le mandat qui lui a été confié. Sans doute faisons-nous des réserves sur tel ou tel point – il s'agit du droit de grève, des buts sociaux, que nous souhaitons voir rédigés autrement –, ce qui est finalement bien normal dans un texte de 185 articles. Mais nous ne désespérons pas de pouvoir apporter certaines modifications qui nous paraissent nécessaires.

Nous nous en tiendrons, en revanche, strictement à la mise à jour et cela pour trois raisons au moins:

1. Comme je l'ai souligné, la révision de la constitution ne suit pas un bouleversement politique. Il n'est nul besoin dès lors d'apporter des bouleversements à notre charte fondamentale.

2. S'agissant d'une révision totale, et il semble à entendre les orateurs précédents que certains n'ont pas compris la particularité de la révision totale, le citoyen qui doit se prononcer en fin de compte ne peut le faire que par un oui ou un non. Il n'est pas correct de lui vendre un paquet enfariné contenant des dispositions qu'il désapprouve peut-être, et qu'il n'approuverait certainement pas si elles faisaient l'objet d'une révision partielle, sous prétexte qu'on lui offre aussi dans le nouveau texte des dispositions qu'il approuve.

Si l'on est respectueux de la libre expression de la volonté populaire, on ne saurait introduire dans la révision totale, de nature formelle, des innovations qui piègent le citoyen qui ne peut finalement que voter non à l'ensemble, s'il ne veut pas telle ou telle innovation.

3. Dans une révision totale, les oppositions s'additionnent, et nous ne nous cachons pas qu'il sera probablement difficile de faire accepter cette révision qui soulève la perplexité chez beaucoup. Si l'on donne à nos concitoyens l'occasion de voter non à cause de telle ou telle innovation révolutionnaire, tout le travail que nous accomplissons est vain. Le souci de l'entreprise postule qu'on s'en tienne à la mise à jour. Et je me réfère ici à l'intervention de M. Rennwald: ses propositions entraîneraient inévitablement le rejet en votation populaire.

Si l'on devait déroger à cette règle de la mise à jour, le groupe libéral se réserverait une nouvelle appréciation de la situation.

Ces réserves faites, nous ne vous cacherons pas que c'est avec un certain enthousiasme que le groupe libéral entre en matière. Car la révision n'est pas un exercice purement formel. Sur la forme précisément, nous aimerions dire notre satisfaction au Conseil fédéral. Le texte, en français en tout cas, est clair et élégant. Il est organisé de façon systématique. J'en donnerai un seul exemple: vous vous souvenez des difficultés que nous avons eues pour rédiger l'article 116 de la constitution actuelle, consacré aux langues, tant les principes de liberté de la langue, d'une part, et de territorialité, d'autre part, s'opposent. Dans le projet, le Conseil fédéral résout avec élégance cette opposition. La liberté de la langue fait l'objet d'un droit fondamental, à l'article 15. En revanche, la détermination de la langue officielle de chaque canton, comme l'encouragement à la compréhension entre les communautés linguistiques figurent au titre 3 «Confédération et cantons», article 83 du projet du Conseil fédéral.

La révision n'apporterait-elle que des clarifications formelles qu'elle en vaudrait déjà la peine. Mais, comme nous l'avons dit, c'est loin d'être un exercice purement formel – et à cet égard il nous semble aussi qu'un certain nombre de critiques sont erronées sur ce point. Le texte constitutionnel tel qu'il ressort des délibérations des commissions fait une sorte de

photographie du droit constitutionnel actuel, tel qu'il a évolué depuis 1874, tel qu'il est généralement admis par la jurisprudence du Tribunal fédéral, par la doctrine, par une majorité de citoyens qui vivent dans ce pays. Sans doute, certains voudraient, et nous le voyons au nombre d'amendements, apporter des innovations qui correspondent à leur «Weltanschauung», pour ne pas dire à leur idéologie. Ce n'est pas notre affaire.

En revanche, nous croyons que la constitution doit traduire le sentiment général de la population sur les grandes questions, sur les droits et les devoirs des citoyens, sur l'organisation de l'Etat, et j'en passe. La constitution restera d'ailleurs ouverte et pourra être adaptée ultérieurement, point par point, lorsque le besoin s'en fera sentir. La révision fait donc un important travail de mise à jour, qui est loin d'être un exercice purement formel pour juristes en mal de séminaires.

Certains objectent – et nous avons entendu cette objection – que ce n'est pas le moment et que les Suisses ont autre chose à faire de plus urgent qu'à mettre à jour leur constitution. Certains citent, non sans quelques raisons, par exemple la réforme du fonctionnement des organes dirigeants de l'Etat, dont le Conseil fédéral nous fait l'annonce d'un prochain paquet. A ceux-là, le groupe libéral fait d'abord remarquer que ce n'est sans doute jamais le bon moment de réviser une constitution, parce que, dans la vie politique actuelle, on a toujours quelque chose de plus urgent à faire. Ceux-là ne voient pas non plus que notre bonne vieille Constitution de 1874, modifiée plus de 120 fois, est devenue illisible, chaotique, un texte où les grands principes côtoient des règles tout juste bonnes à figurer dans des ordonnances du Conseil fédéral. Elle est en tout cas indigne d'un pays qui fonde toute sa législation sur l'ordre constitutionnel.

Au surplus, pour que l'argument de l'urgence d'autres tâches ait quelque valeur, faudrait-il encore démontrer qu'en raison de la révision, le Parlement ne serait pas capable de s'occuper d'autres problèmes. Mais c'est la démonstration inverse qui est apportée cette semaine même, puisque, jeudi après-midi, nous babillerons à propos d'un sujet sur lequel nous n'avons aucune prise, heureusement d'ailleurs, et sur lequel nous ne pourrions, en l'état, rien décider.

Le groupe libéral vous invite dès lors à entrer en matière et à rejeter les propositions de renvoi qui équivalent finalement à une non-entrée en matière. Vous apporterez ainsi la démonstration qu'il est encore possible, dans ce pays, de discuter des principes fondateurs de notre Etat, de rechercher – pourquoi pas? – un certain nombre de principes sur lesquels nous pouvons tous tomber d'accord et, là où nous nous affronterons, d'avoir un véritable débat d'idées. En effet, pour une fois, nous parlerons de principes généraux plutôt que de la taxe poids lourds, du prix de l'essence, de celui du lait ou de l'indemnité de chômage, tous sujets fort importants sans doute, mais pas très stimulants pour la cohésion nationale.

Chiffelle Pierre (S, VD): Monsieur Leuba, vous avez fait allusion tout à l'heure au babillage auquel vous soutenez que nous allons nous livrer jeudi après-midi. Ne devez-vous pas admettre que si, hélas! nous en serons effectivement réduits à de vains palabres, c'est parce que la droite du Parlement a obstinément refusé que cette session extraordinaire puisse être consacrée à une réelle prise de décision?

Leuba Jean-François (L, VD): Je suis très heureux que vous me posiez cette question parce que ça me permet de vous donner une réponse à laquelle je songeais depuis longtemps. Je dirais qu'à question stupide réponse stupide, en ce sens que si la droite a répondu comme elle l'a fait à votre motion d'ordre, c'est parce qu'il est parfaitement stupide de vouloir discuter des questions que vous soulevez, aussi longtemps que nous n'avons pas les rapports d'experts. Vous le savez très bien, on vous l'a expliqué trois fois, mais je veux bien vous le répéter une quatrième fois.

Dettling Toni (R, SZ): Als Sprecher der FDP-Fraktion darf ich wieder einmal mit nicht ganz unberechtigtem Stolz auf die grossen Verdienste unserer Partei bei der Schaffung der in

den Grundzügen nach wie vor geltenden Bundesverfassung hinweisen. Es ist unbestritten, dass sowohl die Verfassung von 1848 wie auch die Totalrevision von 1874 von freisinnig-liberalen Geistern geprägt worden sind. Die liberale Grundhaltung und das bewusst auf Interessenausgleich angelegte Grundgesetz bilden jene bleibenden Errungenschaften, die auch heute von massgeblicher Bedeutung sind. Aber auch Demokratie, Föderalismus und Rechtsstaatlichkeit sind Grundwerte, die heute noch immer zu den Eckpfeilern unseres Staates gehören. Wir Freisinnigen haben daher ein eminentes Interesse, dass diese bedeutenden Grundwerte erhalten bleiben. Das hat, meine Damen und Herren Genossen, nichts mit Konservatismus zu tun; vielmehr ist es Ausfluss der Erkenntnis, dass bewährte Grundwerte so lange erhalten bleiben sollen, als sich keine besseren Leitlinien aufdrängen.

Nun verkennen wir natürlich nicht, dass sich die Lebensumstände und das staatliche Tätigkeitsfeld inzwischen markant verändert haben. In über 130 Teilrevisionen wurde das aus dem letzten Jahrhundert stammende Grundgesetz der Eidgenossenschaft modifiziert und den neuen Gegebenheiten angepasst. Diese naturgemäss als Flickwerk ausgestalteten Revisionsbemühungen lassen denn auch an Transparenz, Leserlichkeit und Systematik zu wünschen übrig, zumal die nicht zuletzt durch die Justiz geprägte Verfassungswirklichkeit überhaupt nicht im geschriebenen Verfassungsrecht zum Ausdruck kommt. Vor allem aber verschafft das vielfach revidierte Grundgesetz keine politische Identität mehr, welche gerade in schwierigen und weitgehend orientierungslosen Zeiten – und nicht zuletzt für unsere Jugend – von besonderer Bedeutung wäre.

Wir Freisinnigen unterstützen daher grundsätzlich die laufenden Bemühungen, das Verfassungswerk zu aktualisieren oder à jour zu bringen. Dabei begreifen wir dieses recht anspruchsvolle Vorhaben nicht als eine bloss systematische bzw. sprachliche Aufarbeitung, gewissermassen als eine simple Abschreibübung. Für uns bedeutet die «mise à jour» der geltenden Verfassung keine lästige Pflichtübung. Vielmehr verbinden wir damit eine politische Wertung der Verfassungswirklichkeit oder den Versuch zur Schaffung jener politischen Identität, welche wir gerade heute nötiger denn je haben. Auch verstehen wir die Nachführung des Verfassungswerkes als ersten Schritt in einem Prozess, der die Grundlage für weitere Reformvorhaben bildet.

So gesehen ist das angelaufene Revisionsvorhaben ein wichtiger Meilenstein auf dem Weg zur Festigung unserer Willensnation Schweiz, auch wenn wir nicht verkennen, dass Gesetzesrevisionen diesbezüglich von ebenso grosser Tragweite sein können. Allerdings sind wir Freisinnigen überzeugt, dass die «mise à jour» nur dann gelingen und bei Volk und Ständen erfolgreich über die Abstimmungshürden gebracht werden kann, wenn eine Reihe von Bedingungen erfüllt ist:

Zunächst ist die liberale Grundhaltung in unserer Verfassung zu festigen und die auf Interessenausgleich bedachte Leitidee zu stärken. Im weiteren haben wir uns streng an das Nachführungskonzept zu halten und nicht der Versuchung zu erliegen, sogenannte politische Visionen im Nachführungsteil unterzubringen. Im Klartext heisst dies, dass namentlich die Volksentscheide der jüngsten Zeit, ob sie einem passen oder nicht, zu respektieren sind und nur dort punktuelle Neuerungen eingeführt werden dürfen, wo ein breiter politischer Konsens vorausgesetzt werden kann.

Die Rückweisanträge Rennwald und Rechsteiner Paul ritzen nach unserer Ansicht gerade dieses fundamentale Prinzip jeder Nachführung erheblich und sind damit, wie die Verfassungsreformübung im Jahre 1977 gezeigt hat, zum vorherein zum Scheitern verurteilt.

In diesem Sinn empfiehlt die FDP-Fraktion einstimmig Eintreten auf den Verfassungsentwurf und Ablehnung des Nichteintretensantrages der Minderheit Keller Rudolf und des Nichteintretensantrages Steinemann. Zum Materiellen werden wir uns in der Detailberatung äussern.

Pelli Fulvio (R, TI): Il gruppo radicale-democratico voterà l'entrata in materia, sia sul progetto di aggiornamento della

Costituzione federale sia sul progetto di riforma giudiziaria proposti dal Consiglio federale. Esso ritiene che il compito che ci apprestiamo a svolgere nelle due Camere del Parlamento e che successivamente coinvolgerà la popolazione svizzera rappresenti un'importante occasione per il nostro paese. Essa permetterà a tutti coloro che lo vorranno, in un momento assai difficile, di riflettere sul nostro sistema istituzionale analizzando quelle che sono secondo me le sue grandi qualità, approfondendone però anche gli aspetti problematici. In tal senso possiamo senza dubbio affermare che l'approfondimento commissionale delle proposte di riforma permette di affermare che disponiamo in Svizzera di un testo costituzionale certamente assai confuso e disarticolato, il cui contenuto sostanziale però, malgrado la vetustà del testo, è attentissimo alle esigenze della nostra popolazione e di una ricchezza straordinaria.

L'occasione ci costringerà a sistematicamente verificare, tema dopo tema, le sintonie e le difficoltà che caratterizzano i rapporti interni al mondo politico, sia quello ancor più importante, fra noi politici ed il resto del paese. Durante tale lavoro di verifica, avremo l'occasione di cercare già fin da ora di operare puntuali interventi di correzione, ma dovremo anche cercare di individuare la via che dovrà essere seguita per poter operare più importanti riforme istituzionali, quale ad esempio quella promessa dal Consiglio federale ancora per quest'anno che ridisegnerà il sistema di conduzione politica del paese, da molti ormai ritenuto inadatto al compito di fronteggiare le sfide totalmente nuove che i tempi ci stanno imponendo.

Au cours des travaux de la commission, mais encore plus au cours de la préparation des travaux parlementaires, dans certains groupes, même avec des motivations différentes, se sont manifestés des sentiments d'impatience. Il y a ceux qui aimeraient profiter de l'occasion de la mise à jour de la constitution pour atteindre des buts plus ambitieux; pour certains, des progrès dans la direction du renforcement des droits des citoyens, en particulier des droits sociaux, ou l'élargissement des tâches de l'Etat dans d'autres secteurs; pour d'autres, des réformes dans le langage institutionnel qui puissent aider les progrès de la cause de l'égalité entre les sexes; pour d'autres encore, le renforcement du sentiment d'indépendance du pays dans un moment qui se caractérise par une tendance toujours plus grande et nécessaire d'intégration internationale. Ce sont toutes des ambitions légitimes, mais, quelquefois, elles ne tiennent pas compte du fait que la constitution doit pouvoir être acceptée par une majorité importante du pays, qui va très au-delà de l'espace de représentation de nos partis. D'autre part, nous savons tous que nous sommes en train de vivre des temps dans lesquels une réforme constitutionnelle ne peut pas être imposée par des biais ou par astuce.

Le groupe radical-démocratique cherchera donc, autant que possible, à favoriser des solutions qui permettront d'atteindre l'objectif de créer un maximum de consensus à travers cette réforme constitutionnelle. Il invite les autres forces politiques à faire de même, en renonçant à utiliser aussi cette réforme à des fins publicitaires. Malgré les nombreuses propositions de minorité que vous devez examiner, je crois pouvoir dire que le travail de la commission ne s'est éloigné que rarement de la ligne qui peut permettre d'atteindre cet important objectif. L'esprit qui a caractérisé les travaux a été positif et je crois que, pour finir, seulement très peu de parlementaires qui, comme moi, ont approfondi le projet du Conseil fédéral, sont restés sceptiques sur l'importance de ces réformes, également de celle visant à la mise à jour du texte actuel.

L'activité parlementaire que nous développerons est, selon mon avis, non seulement la condition préalable pour pouvoir mettre en ordre, dans l'avenir, des réformes encore plus importantes, elle est aussi un examen pour les forces politiques du pays qui doivent réussir à retrouver, grâce au travail fait de confrontations consultatives et de collaboration, une voie commune à la solution des problèmes, une voie suisse, celle qui, dans le passé, nous a toujours permis d'affronter et de résoudre positivement même les problèmes les plus difficiles.

Permettetemi per finire di ringraziare il consigliere federale Arnold Koller ed i suoi collaboratori diretti dal professor Heinrich Koller per il lavoro di preparazione che hanno svolto. Nel corso dei lavori della commissione abbiamo potuto costantemente verificare la loro notevole competenza. Essi sono stati più volte disposti a impegni notturni per dar seguito alle richieste – talune anche non meritevoli di tanto sacrificio.

Spero quindi anche per loro che in questo Parlamento vengano riconosciute sia la necessità delle revisioni proposte che la qualità del lavoro preparatorio.

Thür Hanspeter (G, AG): Die heute zur Diskussion stehende Totalrevision der Bundesverfassung startet mit einem Handicap. Sie ist nicht von einer Grundwelle des Aufbruchs getragen, sondern Resultat einer typisch schweizerischen Reformskepsis. Man geht davon aus, dass für grundlegende Reformen ohnehin keine Volksmehrheit zu finden wäre. «Ein Werk Schweizerischer Nüchternheit», titelte die «Neue Zürcher Zeitung» kürzlich, um dann wenig begeistert festzustellen, dass diese Verfassungsreform die Gemüter kaum mehr gross erhitzen werde.

Was soll aber eine Totalrevision der Bundesverfassung, welche die Gemüter von vornherein kalt lässt? Lohnt sich dieser Aufwand bei einer derart resignativen Grundstimmung?

Auch wenn klar ist, dass eine nicht vorhandene Stimmung nicht von oben herab dekretiert werden kann, so bin ich dennoch davon überzeugt, dass man mehr Dynamik und mehr Reformbereitschaft erzeugt hätte, wenn man die Totalrevision einem vom Volk gewählten Verfassungsrat übergeben hätte. Ich habe dies Ende der achtziger Jahre in einer Motion gefordert, die aber leider nicht überwiesen wurde.

Für mich ist klar: Ein Parlament, das im täglichen politischen Hickhack «einbetoniert» ist, kann für die Erarbeitung einer Totalrevision der Bundesverfassung nicht das geeignete Gremium sein. Es hat nicht jene Distanz und jenen Horizont, welche ein Reformvorhaben von dieser Art aus dem Alltagskram herausheben könnten und einen unverstellten Blick in die Zukunft ermöglichen würden.

Obwohl wir in den nächsten Tagen nur über den Teil A, die Nachführung, diskutieren werden, erlaube ich mir zunächst einige grundsätzliche Bemerkungen zum Gesamtpaket, das ja neben der Nachführung auch die Reform der Volksrechte und die Justizreform umfasst. Auch wenn die grüne Fraktion den gewählten Weg einer Reform im Baukastensystem als sehr gelungenes Vorgehen beurteilt, zweifelt sie daran, ob man mit der Justizreform und der Reform der Volksrechte wirklich jene Reformbereiche herausgegriffen hat, welche unter den Nägeln brennen. In beiden Gebieten sieht die grüne Fraktion keinen dringenden Reformbedarf, und was da vorgeschlagen wird, muss in der Gesamtbeurteilung aus unserer Sicht klar als Rückschritt betrachtet werden.

Wollte man künftige Verfassungskrisen – mit diesem Begriff begründete Herr Koller die Auswahl der beiden Reformpakete in der Kommission – verhindern, müsste man weder bei den Volksrechten noch beim Zugang zum Bundesgericht ansetzen. Oder besteht aus der Sicht des Bundesrates die Krise darin, dass in diesem Land zu viele Initiativen ergriffen werden und zu viele Bürgerinnen und Bürger das Bundesgericht in Anspruch nehmen? Beides sind doch Phänomene, die zeigen, dass viele mit unseren Institutionen nicht mehr zufrieden sind. Nun will der Bundesrat das Problem aus der Welt schaffen, indem er den Zugang zu den Ventilen dieser Unzufriedenheit erschwert. Solchen Rezepten können wir nicht folgen.

Dabei gibt es aus unserer Sicht Bereiche, wo viel eher Verfassungskrisen drohen. Erinnern wir uns an die EWR-Abstimmung: Was wäre geschehen, wenn damals nicht 49,5 Prozent, sondern 53 Prozent der Bevölkerung für den EWR gestimmt hätten, das Ständemehr aber – klar wie damals – verfehlt worden wäre? Es ist doch klar: In diesem Fall wären wir ohne Zweifel in eine schwerwiegende Verfassungskrise geraten, denn eine Mehrheit des Volks hätte das Verdikt der Kantonsmehrheit kaum akzeptiert. Wäre so gesehen eine Föderalismusdebatte und eine Föderalismusreform nicht viel dringender?

Schmerzlich vermissen wir aus grüner Sicht ein Reformpaket «Nachhaltigkeit», auch wenn in der nachgeführten Verfassung diese Bestimmungen als allgemeiner, aber wenig verbindlicher Grundsatz staatlichen Handelns erstmals auftaucht, was wir durchaus positiv vermerken. Frau Hollenstein und Frau Bühlmann werden diese Frage noch vertiefen.

Die Qualität der heute zur Diskussion stehenden nachgeführten Verfassung möchte ich mit folgendem Bild skizzieren: Wir stehen vor einem Gebäude aus dem letzten Jahrhundert, dessen Bausubstanz zwar gut ist, dessen Raumeinteilung und sanitäre Installationen aber den heutigen Bedürfnissen nicht mehr genügen. Und da kommt der Bauherr und entschliesst sich, mit der Fassade zu beginnen, weil er den Mut für eine gründliche Innenrenovation nicht hat. Oder anders gesagt: Die nachgeführte Verfassung stellt keine Weichen für die Zukunft. Entsprechend kann die grüne Fraktion darob nicht in Begeisterung ausbrechen.

Diese sorgfältige Fassadenrenovation ist aber dennoch nützlich, und wir sollten sie rasch hinter uns bringen, damit wir uns Wichtigerem zuwenden können. Wir stellen fest, dass die Farbwahl und die Ausführung der Restauration durchaus gelungen ist; das ist positiv. Die Entrümpelung der unübersichtlich gewordenen Verfassung hat den Blick auf das Wesentliche wieder frei gemacht und stärkt damit die zentralen Verfassungsgrundsätze. Positiv ist sodann die Tatsache, dass das während Jahrzehnten vom Bundesgericht geschaffene, ungeschriebene Verfassungsrecht nun endlich kodifiziert wird und damit höhere Legitimation erhält. Ein positiver Aspekt sind sodann die Sozialziele; auch wenn sie nicht direkt einklagbar sind, zeigen sie doch, in welche Richtung sich dieser Staat entwickeln will.

Die grüne Fraktion hat deshalb keinen triftigen Grund, auf diese Reform nicht einzutreten, und lehnt auch die Rückweissungsanträge ab.

Ostermann Roland (G, VD): Mon propos va se restreindre au projet A. Faire une constitution, ça n'est pas imposer aux autres une façon d'être et de vivre, c'est décider ensemble des règles de conduite de la vie commune. Chacun et chacune aimeraient mettre dans cette oeuvre ses espoirs, sa vision politique. Les Verts, eux aussi, aimeraient une constitution plus préoccupée du présent certes, mais aussi, de l'avenir, plus empreinte de la notion de développement durable, plus sociale sans être naïve, concrétisant plus d'égalité entre hommes et femmes, moins repliée et plus ouverte aux relations avec le monde. Les Verts aimeraient plus de justice fiscale, plus de responsabilité sociale de la part de certaines branches de l'économie et voir s'instaurer le principe d'une fiscalité écologique. Les Verts aimeraient

C'est pour cela, en définitive, que les Verts entrent en matière. Pour pouvoir construire, il faut d'abord faire l'état des lieux. Qui sommes-nous? Que sommes-nous? Qu'avons-nous en partage? Où voulons-nous aller? Nous adhérons à cette volonté de mise à jour des conditions de notre vie commune. Les discussions en commission ont permis une approche parfois captivante de cette question. Pourquoi, par exemple, d'aucuns ne veulent-ils pas que les droits sociaux puissent déboucher sur des revendications concrètes? Pourquoi certains s'accrochent-ils à des comportements que nous jugeons dépassés? Pourquoi ne pas vouloir intégrer dans cette mise à jour le droit constitutionnel coutumier? Cette mise à jour est une quête d'identité, et les Verts s'y associent, non comme à une fin en soi, mais par la possibilité qu'elle offre de commencer à construire la constitution de l'avenir.

Nous ne perdons pas espoir de voir prendre place dans cette révision même, et au gré de l'examen de détail, des règles de comportement qui sont déjà dans les moeurs ou dans les esprits. Je pense en particulier au développement durable qui devrait fournir le cadre d'un comportement responsable. Au sein de la commission et des sous-commissions, nous avons partagé une réflexion approfondie en divers lieux de notre pays. C'est une expérience unique et particulière qui nous a valu d'abandonner notre travail à midi pour, l'après-midi, décortiquer notre charte fondamentale. Cela a mis en évidence

le fonctionnement particulier de notre démocratie directe et de sa politique de milice.

Les Verts espèrent que ces expériences individuelles déboucheront sur une volonté populaire de dialogue. Admettre sans dénigrement cette mise à jour nous paraît indispensable, si l'on veut pouvoir sereinement construire l'avenir. Cette mise à jour peut être le gage d'une évolution ultérieure plus engagée, fortifiée par les convictions de chacun.

Rédiger une constitution peut se faire de deux façons, on l'a dit: ou bien en réponse à une crise institutionnelle ayant débouché sur une révolution, ou bien par une réflexion plus sereine s'installant dans des institutions non fondamentalement contestées.

Nous ne déplorons pas que ce soient les conditions de la présente révision, qui doit être la mise en marche d'un processus.

Je voudrais remercier le Conseil fédéral et l'administration pour l'aide précieuse qu'ils nous ont constamment apportée. Sur certains points, les commissions ont fait preuve d'ingratitude à leur égard en balayant joyeusement leurs arguments, pourtant défendus avec talent. La politique a ainsi conservé tous ses droits!

Les Verts entrent en matière et repoussent ainsi les propositions de renvoi de ceux qui trouvent qu'aujourd'hui l'on va ou trop ou pas assez loin.

Schmid Samuel (V, BE): In einem Rechtsstaat ist die Verfassung das Fundament der eigenen Ordnung, denn erst die Verfassung begründet die Legitimation der Macht dieses Staates. Sie garantiert damit Rechte der Bürger, legt deren öffentliche Pflichten fest, organisiert die Staatsstruktur, und zwar in einer Weise, die es ihm erlauben sollte, fristgerecht und gleichzeitig demokratisch abgestützt seiner Bürgerschaft zu dienen. Selbst wenn eine Verfassung zugegebenermassen nach ihrem Inkrafttreten nicht zur täglichen Lektüre des Volkes gehört, ja nicht einmal zum täglichen Arbeitsmittel von Verwaltung, Richter und Anwälten, bleibt sie eben doch Fundament dieses Rechtsstaates. Eine Verfassung ist damit zweifellos nicht alles, aber ohne Verfassung ist vieles nichts, und ein Rechtsstaat ist ohne Verfassung nicht denkbar.

Jede Verfassung ist auch Kind ihrer Zeit, sie ist organisierend und bewahrend, Teil der Hoffnungen ihrer Bürgerschaft, Ausdruck der Zukunft, wie sie im Zeitpunkt ihrer Schaffung vorausgesehen wird. Die Wirkung einer Verfassung auf die Gesellschaft bleibt zwar eher kurzfristig, denn langfristig gestaltet das Volk die Verfassung – bei einer Verfassung mit Initiativrecht erst recht –, und es ist nicht die Verfassung, die das Volk prägt.

Vor diesem Hintergrund sind auch allfällig Enttäuschte zu warnen, wenn ihre Ziele derzeit nicht erreicht werden. Durch eine spätere Teilrevision kann die Korrektur stets wieder separat fürs Volk gebracht werden.

«La Suisse n'existe pas», lautete der oft missverstandene Satz an der letzten Weltausstellung. Nein, sie existiert nicht, wenn man unter «existieren» versteht, dass sie bloss vorhanden sei. Die Schweiz lebt vielmehr, sie ist seit Jahrhunderten Heimat für ein Volk, das gestaltet und das Geborgenheit schaffen will. Deshalb hiess der Folgesatz auch «Je pense, donc je suisse».

Die Revision des Staates und auch diejenige der Verfassung ist damit nie abgeschlossen. Selbst wenn die «Halbwertszeit» einer Verfassung länger ist, als man dies bei Gesetzen üblicherweise annimmt, ist sie nicht unveränderlich und in Stein gemeisselt. Auch die Verfassungsgeber des letzten Jahrhunderts rechneten nicht damit, dass ihre Verfassung 150 Jahre Bestand haben würde.

Noch eines: Es wird oft gesagt, für das Volk sei das nicht wichtig, das Volk denke anders, wir würden hier eher eine akademische Übung abhalten. Darf ich Sie daran erinnern, dass verschiedene Kantone in letzter Zeit durch Volksentscheid und häufig gegen den Willen der politisch Etablierten die kantonalen Parlamente beauftragt haben, ihre Verfassung zu korrigieren?

Kann es nicht auch Ausdruck der Zerrissenheit unserer Zeit sein, dass sich das Volk wünscht, wir würden uns nicht nur

mit Gewichtslimiten, Lastwagenbreiten oder Personenverkehr in der Ortschaft Zweidlen, sondern auch mit Grundsätzlichem befassen? Mit der Sanierung der Finanzen selbstverständlich, aber ebenfalls mit der Organisation dieses Landes, mit dessen Führungsmöglichkeiten und Kontrollen, mit dem Einfluss des Bürgers auf Wesentliches und mit der Neuordnung der Kompetenzen für Unwesentliches. Es ist die Aufgabe dieses Parlamentes, in der Zeit der Verunsicherung nach Stabilem in der Veränderung zu suchen, das Verantwortbare und Zweckmässige in der Organisation des Staates zu schaffen und schliesslich den Respekt vor dem Mitbürger gegenüber der überbordenden Staatsgewalt auszudrücken. Die Alternative übrigens – haben Sie dies vor Augen – ist nicht eine neue Totalrevision, sondern der Fortbestand der heutigen Verfassung mit all ihren Unklarheiten und Lücken, die in zunehmendem Mass vom Richter zu füllen sind. Damit zu weiteren Gründen für die Revision: Wenn wir in der heutigen Bundesverfassung Mängel ausmachen, kritisieren wir nicht, was unsere Vorfahren geschaffen haben. Es liegt in der Natur der Sache, dass nach 150 Jahren aktiver Verfassungsentwicklung einmal eine Renovation angebracht ist. Einige Beispiele:

Zur Verständlichkeit: Bei einem Jungbürger dürfte kaum viel Interesse für dieses Werk geweckt werden, wenn er in Artikel 59 Absatz 3 der jetzigen Bundesverfassung folgendes liest: «Der Schuldverhaft ist abgeschafft.» Er versteht diese Sprache nicht mehr. Nicht besser dürfte es ihm ergehen, wenn er in den Artikeln 13 bis 17 liest, dass die Bedrohung eines Kantons durch das Ausland die Regierung des bedrohten Kantons verpflichtet, einen anderen Kanton «zur Hilfe zu mahnen» und dies dann dem Bund unverzüglich mitzuteilen, und dass zudem jeder Kanton verpflichtet sei, «den truppenfreien Durchgang zu gestatten». Er hat nicht das Gefühl, in einer Verfassung aus diesem Jahrhundert zu lesen.

Zur Vollständigkeit: Folgeschwerer dürfte es schliesslich sein, wenn er im Jungbürgerunterricht hört, dass in der Verfassung zahlreiche Grundrechte nicht geschrieben stehen, sondern dass sie das Resultat von Richterrecht sind.

Zu Unklarheiten, die auf unsere Verantwortung zurückgehen: Die Unterstützung und Förderung der Kultur ist zwar Sache der Kantone. Aber auch der Bund betreibt Kulturförderung, wenn es im gesamtschweizerischen Interesse liegt. Oder: Die Sprachenfreiheit wird als ungeschriebenes Grundrecht anerkannt, mit dem Korrektiv des Territorialitätsprinzips. Beim Sprachenartikel, Artikel 116 unserer Bundesverfassung, konnten sich die Räte aber nicht einigen, welche Bedeutung diese beiden Grundsätze untereinander und zueinander haben; man hat einfach auf eine Regelung verzichtet. Neu wird die Sprachenfreiheit in den Grundrechtsteil aufgenommen und das Problem gelöst.

Die geltende Bundesverfassung äussert sich nicht zur Ausserpolitik, obwohl diese ein stets wichtigerer und wesentlicher Teil unserer Aussenwirtschaftspolitik geworden ist. Gerade die Kantone reklamieren in diesem Bereich ihre Mitsprache. Sie sehen: Es gibt eine ganze Reihe von Gründen dafür, sich dieser Aufgabe anzunehmen!

Zur Nachführung: Wir verstehen unter Nachführung effektiv die Aktualisierung im Sinne der heute gelebten Verfassungswirklichkeit. So wird das Konzept dem Parlament, aber auch dem Volk erklärt. Für die Auslegung der neuen Texte ist dies zweifellos nicht unbeachtlich. Selbst wenn in jeder neuen Formulierung, Ergänzung, Streichung oder sogar Umplazierung ein neuer Auslegungsansatz gesehen werden könnte, halten wir dafür, dass ohne ausdrückliche Begründung einer Veränderung durch beide Kammern nicht leichtfertig von einer Neuinterpretation ausgegangen werden darf, im Gegenteil. Der Ausdruck «sanfte Renovation» ist da ungenügend, der Begriff «mise à jour» schon korrekter; ich spreche von «Aktualisierung».

Dort allerdings, wo es im besonderen um das Verhältnis zwischen den Gewalten geht – wo Bürger also nicht Direktbetroffene sind –, scheint es uns bei einer liquiden Sachverhaltsbeurteilung durchaus möglich und der Zeitpunkt für gekommen, Revisionen durchzusetzen. Bedenken Sie immerhin: Wenn Nachführung tatsächlich bloss Aktualisierung ist – und sie ist

nichts anderes –, ändert sich für den Bürger ausser der besseren Verständlichkeit, der klareren Systematik und der vollständigen Aufzählung seiner Rechte nichts. Wenn aber der Staat und seine Gewalten falsch organisiert sind, dann multipliziert sich dieses System täglich falsch, was eigentlich sofort zu korrigieren ist.

Zum Zeitpunkt habe ich mich bereits geäussert: Der Zeitpunkt ist nie da, es sei denn, man befinde sich am Ende einer revolutionären Epoche, die aber meist von Blut und Tränen begleitet ist. In dieser Situation sind wir glücklicherweise nicht. Auch heute ist die «Signatur der Gegenwart nicht Begeisterung und idealer Schwung, sondern Unbehaglichkeit und die der Unzufriedenen» – diese Aussage stammt von einem Referenten bei einer der Revisionen aus dem letzten Jahrhundert, aber sie hat heute wieder ihre Bedeutung.

Frau Landammann Stéphanie Mörikofer-Zwez sagte am vergangenen Samstag in ihrem Referat anlässlich der Feiern zum neuen Bundesstaat, die Entwicklung unseres Bundesstaates und der schweizerischen Wirtschaft im letzten Jahrhundert zeige deutlich, dass es eine gewisse Fehlertoleranz brauche, wenn der Weg in die Zukunft nicht schon in den Anfängen scheitern solle. Diese Toleranz brauchen wir zweifellos auch hier, und um diese Toleranz aufzubringen, braucht es auch einen gewissen Mut. Ich hoffe, dass wir diesen Mut weiterhin aufbringen werden und dass es uns gelingen wird, dem Volk bereits im ersten Paket eine neue, aktualisierte Verfassung zu geben. Für uns wichtiger werden die folgenden Pakete, insbesondere die Staatsleitungsreform, sein.

Wir treten auf die Vorlage ein, werden in einzelnen Punkten diesem Grundsatz der Aktualisierung zum Durchbruch zu verhelfen suchen und bitten Sie, die Nichteintretens- und Rückweisungsanträge abzulehnen.

Gross Andreas (S, ZH): Das Parlament und die Regierung haben sich wahrscheinlich den schwierigsten Moment ausgesucht für eine Verfassungsreform: Wir sind in einer politischen Krise. In einer politischen Krise wissen alle, dass es klemmt, dass es so nicht mehr weitergeht. Aber es besteht keine Einigkeit, es besteht Ungewissheit darüber, wie es besser werden kann, wo es klemmt und wie es besser weitergehen kann.

Ich könnte es anders formulieren: Die Schweiz ist heute in einer schlechten Verfassung für eine bessere, politische Bundesverfassung. Die Schweiz ist in einer schlechten Verfassung für eine neue Bundesverfassung überhaupt. Es ist unmöglich, in einer Krisensituation ohne gemeinsame Vorstellungen von möglichen gemeinsamen Auswegen eine Verfassung so zu reformieren, dass sie auf der Höhe der Zeit, auf der Höhe der Probleme ist.

Eine Verfassung kann nie das Neue erfinden. Das Neue muss entwickelt worden sein, bevor es in die Verfassung eingehen kann. Die Verfassung vollzieht sozusagen nach, was gesellschaftlich schon gereift ist.

In einer Krisensituation ist es aber möglich, die Verfassungsreform so anzugehen, dass mehr reifen kann, als ohne diese Grundsatzdiskussion reifen würde. Deshalb gibt es vier Chancen, die uns heute trotz der Krise in der Verfassungsreform offenstehen:

1. Die Chance, dass wir die Verfassung so reformieren, dass künftige Reformen möglicher werden, d. h., dass die Verfassung offener wird für Weiterentwicklungen;
2. dass wir nicht durch Regressionen, durch Rückschritte, die Krise verschärfen;
3. dass die Diskussion Grundsatzdebatten auslöst, die die Verständigung im Hinblick auf künftige, weitergehende Reformen fördern;
4. dass wir das ausschöpfen, was trotz der Krise politisch möglich ist.

Aus diesen vier Überlegungen leiten sich sozusagen die vier Kriterien ab, mit denen die SP-Fraktion nach der Debatte das Werk beurteilen und entscheiden wird, ob sie dazu ja oder nein sagt.

1. Es muss ein fruchtbarer Boden für weitere Reformen geschaffen werden. Weitere Reformen dürfen nicht behindert, sie müssen ermöglicht werden.

2. Es dürfen keine verfassungsrechtlichen Rückschritte festgehalten werden, d. h.: kein Rückfall hinter die heutige bundesgerichtliche Rechtsprechung in bezug auf die Existenzsicherung und kein Rückschritt in bezug auf das Streikrecht.

3. Der Begriff der Nachführung muss weiter verstanden werden, als es der Bundesrat ursprünglich beabsichtigt hat. Reformen, die eine gewisse politische Basis haben, müssen ermöglicht werden. Es darf nicht auf sie verzichtet werden aus einer falschen Angst vor der Krise, die die Krise noch verschärfen und vertiefen würde, statt einen Ausweg aufzuzeigen.

4. Weitergehende Reformen, für die es hier noch keinen Konsens gibt, müssen in einer Variantendiskussion zur Debatte gestellt werden können – im Hinblick darauf, die Chance der Verständigung zu ergreifen und nicht zu behindern.

Ob uns diese politische Gratwanderung gelingt, lässt sich nur feststellen, wenn wir sie versuchen. Die Kommissionsmehrheit hat dies getan. Sie hat es besser getan als der Bundesrat: Sie hat mehr versucht als der Bundesrat. Sie ist damit übrigens in einer guten Tradition. Im Unterschied zu dem, was wir heute glauben, gab es 1872 auch keine Bewegung im Volk für die Verfassungsrevision. Auch damals wollte der Bundesrat keine echte Reform. Das Parlament – zuerst die Kommission und dann das Parlament – nahm ihm die Sache aus der Hand und sagte: Trotzdem, wir wollen gewisse Reformen! Heute meinen wir, das sei damals sozusagen von einer Volksbewegung bzw. von einem kollektiven Willen des ganzen Bundeshauses getragen worden.

Wer es gar nicht versucht, scheitert von vornherein. Wer bereit ist, sich auf den Prozess einzulassen, kann auch scheitern. Aber wir müssen uns darauf einlassen, um uns überhaupt die Chance zu geben, nicht zu scheitern. Deshalb tritt die klare Mehrheit der SP-Fraktion auf die neue Bundesverfassung ein. Sie möchte nicht von vornherein das Mögliche verunmöglichen, sondern das versuchen zu realisieren, was heute trotz allem möglich ist.

In diesem Zusammenhang noch ein paar konkrete Bemerkungen: In einer Zeit, in der von uns so viel verlangt wird, in der sich so viel verändert, scheitert der, der stehenbleibt. Oder anders gesagt: Man kann nicht nur scheitern, wenn man zuviel versucht, man kann auch scheitern, wenn man zuwenig versucht.

Wir leben in einer Zeit, in der die Politik recht eigentlich entmachtet wird, in der die politischen Instrumente des Nationalstaates dem Steuerruder eines Schiffes gleichen, das gar nicht bis ins Wasser reicht. Und dieses Schiff folgt ganz anderen Strömungen, als jene wollen, die am Steuerruder sitzen. Sie hebeln zwar wie verrückt, aber weil das Steuerruder nicht mehr ins Wasser reicht, hat das gar keine Auswirkungen. So müssen wir heute unsere eigenen politischen Instrumente sehen. Wer in einer solchen Zeit nicht versucht, das Problem anzugehen, das Ruder zu verlängern, die politischen Instrumente zu vertiefen, über den Nationalstaat hinaus zu führen, so wie die Ökonomie schon lange weit über den Nationalstaat hinausreicht, der scheitert; der kann weiter fahren, aber das Steuerruder wird immer noch nicht ins Wasser reichen.

Wir von der SP-Fraktion sagen heute: Es kann uns nicht egal sein, dass sich die Wirtschaft sozusagen aus ihrer gesellschaftlichen Verantwortung verabschiedet, dass sich die Wirtschaft dem Staat entzieht. Deshalb ist für uns die Sozialpflichtigkeit des Eigentums gerade heute eine ganz wichtige Forderung: Wir müssen die Wirtschaft wieder einholen, wenn sie sich dem Staat entzieht.

Das ist keine «kasuistische Verfassungsgebung», wie Sie, Herr Koller, das gestern in einem Interview gesagt haben, sondern der Versuch, die Verfassung so zu reformieren, dass sie die grössten Probleme der Zeit angeht. Vielleicht löst sie sie nicht, aber sie versucht, sie wenigstens anzugehen.

Deshalb möchten wir Sie, Herr Koller, ganz persönlich bitten, hier offener zu sein und Ihrerseits nicht vorzeitig zu kapitulieren und zu resignieren, wie gestern im Ständerat der CVP-Sprecher, der sagte, man dürfe keine inhaltlichen Reformen wagen, weil jede materielle Änderung den Neinstimmenanteil vergrössere. Das ist, wie wenn ein Bauarbeiter den Hammer gar nicht mehr in die Hand nehmen würde, weil jeder Ham-

mer schwer ist und auf die eigenen Füße fallen könnte. Aber es wird nichts gebaut, wenn man die Werkzeuge nicht einmal mehr in die Hand nimmt!

Das ist eine vorzeitige Resignation, genau gleich wie die Reaktion derjenigen, die gar nicht eintreten wollen. Ich bitte Sie, Herr Koller, nicht wiederum zu sagen – wie das gestern in der Zeitung zu lesen war –, die Kommission sei zu weit gegangen; das Nachführungsprinzip sei enger zu verstehen. Ich bitte Sie, mindestens – wie der Bundesrat 1872–1874 – den öffnenden, reformierenden Weg der Kommission zu gehen, die nichts vorschlägt, von dem man sagen kann, es sei nicht von einem gewissen Konsens getragen. Das würde das ganze Projekt gefährden.

Herr Bundesrat Koller, eine Verfassung kann keinen neuen Konsens schaffen. Die Diskussion um die Verfassung kann zu einem neuen Konsens beitragen, aber wenn wir in der Verfassungsgebung auf alle Ideen, Entwürfe und Reformen verzichten, die über unsere Zeit hinausführen, dann gibt es die Diskussion nicht, die die Voraussetzung zur Schaffung eines neuen Konsenses ist.

Ich bin einverstanden, dass wir einen neuen gesellschaftlichen Konsens brauchen, um aus der schlechten Verfassung der Schweiz herauszukommen. Dazu muss die Verfassungsdiskussion einen Beitrag leisten. Aber sie kann es nur tun, wenn sie über die Zeit hinausführt und nicht sozusagen die Zeitprobleme verschweigt, negiert oder übersieht. Dann gleichen wir einem Auto, das mit Standlicht schnell fahren will. Es fährt schneller in den Graben, als uns lieb ist. Deshalb sind wir für dieses Konzept, weil es weitergehende Reformen ermöglicht.

Wir teilen Ihre Prioritäten in bezug auf die weitergehenden Reformen nicht, nämlich die Priorität – wie dies der Sprecher der grünen Fraktion gesagt hat –, die direkte Demokratie sei zu reformieren, womit als erstes suggeriert wird, dass der aktive Bürger ein Problem sei. Wir sind froh um die aktiven Bürger und Bürgerinnen, weil wir ohne sie nichts machen können. Die Bürger können uns auswechseln, wir können aber nicht das Volk auswechseln, und diesen Respekt dürfen wir nicht verlieren.

Wir halten eine Reform der Wirtschaftsverfassung für wichtiger als die Reform der Justizverfassung; wir halten eine Föderalismusreform für wichtiger als die Reform der Volksrechte. Ich bitte Sie, diese Prioritäten nochmals zu überdenken, und ich bitte Sie, die Nachführung nicht sozusagen als «geistiges Korsett» zu gebrauchen, indem Sie jeden Willen, einen neuen Konsens zu suchen, vorzeitig verhindern.

Es ist wichtig, nicht zu vergessen, dass wir uns die Variantenvielfalt eröffnet haben. Die Varianten können aber nur aus Anträgen kommen, die hier scheitern; diese Anträge müssen aber erst gestellt werden, und die Suche nach der richtigen Variante bedarf der Diskussion. Deshalb wird es nicht ausreichen, gute Ideen mit dem Argument zu bodigen, sie würden das eng verstandene Konzept der Nachführung überschreiten.

Ich möchte Sie bitten, das hier nicht zu tun, wie wir es auch in der Kommission nicht getan haben. So haben wir die Chance, mit dieser Verfassungsdiskussion die Verfassung der Schweiz zu verbessern. Wenn wir das nicht so machen, wird die schlechte Verfassung des Landes durch unsere Verfassungsdiskussion nicht verbessert werden. Das wäre schade, weil wir dann tatsächlich die Chance verpassen würden, die wir heute haben.

Zwygart Otto (U, BE): Wir können uns an und für sich glücklich schätzen, dass uns eine Nachführung der Verfassung nicht so vordringlich erscheint.

Die LdU/EVP-Fraktion ist der Meinung, dass sich Eintreten lohnt, gibt aber gleichzeitig der Hoffnung Ausdruck, dass wir es nicht mit einer zeitraubenden Beschäftigungstherapie zu tun haben, sondern gewisse Diskussionen führen können, die uns weiterführen. Pragmatisches Vorgehen und Baukastensystem sind machbar. Bundesrat und Verwaltung haben gute und viel Arbeit geleistet; im besonderen war die nationalrätliche Verfassungskommission mutiger und fortschrittlicher als jene des Ständerates.

Trotzdem, der Weg, den wir eingeschlagen haben, bleibt ein Weg der Vernunft. Mit grossem Aufwand wird eine Nachführung der Verfassung angestrebt. Entrümpelung ist angesagt; das ist gut, erreicht ist damit aber nicht viel. Besser wäre es schon, Probleme zu lösen, anstatt diese im eleganten Bogen zu umgehen. Ich meine, dass die Diskussion über die Verfassung uns eben diese Probleme aufzeigt und uns zeigt, wo wunde Punkte sind. Das ist eine Chance. Darum sind die Reformpakete nicht nur gut, sondern notwendig. Ebenso hilfreich könnten Variantenabstimmungen sein.

Die Prioritäten sind, wie mein Vorredner festgestellt hat, auch aus unserer Sicht nicht richtig gesetzt. Staatsleitungsreform und anderes wären vordringlicher. Zum Glück ist mindestens die Staatsleitungsreform zugesichert. Das Bild des Hauses wurde schon mehrfach bemüht; auch ich möchte es verwenden: Entrümpelung des Kellers und des Estrichs bewirken noch nicht, dass ein Wohnraum sinnvoller eingerichtet ist. Mit der Streichung der Brauteinzugsgebühr – das ist ein Paradebeispiel von Herrn Bundesrat Koller – haben wir absolut kein Problem der heutigen Zeit gelöst. Wenn eine Wohnung neu gestrichen wird, die Möblierung aus dem letzten Jahrhundert aber bleibt, bekommt unsere heutige Generation nicht die notwendige Ellenbogenfreiheit zur Bewältigung der anstehenden Fragen.

Die LdU/EVP-Fraktion hat die Hoffnung, dass der Einstieg über die Nachführung unserer Verfassung die Bereitschaft erhöht, auch in dringenden Bereichen tragfähige Reformen einzuleiten und zu realisieren. Unsere Fraktion denkt aber keineswegs nur an die Reform der Justiz und der Volksrechte, sondern ebenso an den Föderalismus und an die Finanzen – neben der erwähnten Staatsleitungsreform. Diese Hoffnung ist um so berechtigter, als die Kantonsverfassungen in letzter Zeit auf breiter Front erneuert wurden. Aargau, Uri, Baselland, Solothurn, Thurgau, Glarus, Bern, Appenzell Ausserrhoden und Tessin haben das gemacht, und vor echten Totalrevisionen stehen weitere acht Kantone.

Eine Verfassung ist Abbild unserer Gesellschaft. Insofern ist unsere heutige Verfassung in ihren Grundstrukturen ein Abbild aus der Mitte des letzten Jahrhunderts. Wir waren ein demokratisches Unikum inmitten von Monarchien. Heute machen wir uns mit der Nachführung auf den Weg, ohne zu wissen, wo wir am Schluss landen. Diesen Mut brauchen wir. Es ist fraglich, ob sich die Bürgerinnen und Bürger nach einer reinen Nachführung besser mit unserem Staat identifizieren können. Trotz einheitlicher Regelungsdichte und trotz besserer Lesbarkeit sind wir blockiert, wenn wir die Verfassung nur nachführen. Darum begrüßen wir, dass die Verfassungskommission wenigstens in einzelnen Punkten darüber hinausgegangen ist.

Die LdU/EVP-Fraktion ist froh darüber, dass die Verfassungskommission punktuell von der reinen Nachführung abgewichen ist. Als positives Beispiel möchte ich das Instrument des Auftrages oder die Wählbarkeit von Geistlichen ins Parlament erwähnen. Eine Grundproblematik des heutigen Regierens ist doch die zeitgemässe Aufgabenverteilung zwischen dem Volk, dem Parlament und der Regierung, und da hat sich einiges geändert. Darum brauchen wir in der Nachführung ein Minimum an Veränderung.

Die Auslegeordnung, die wir nun machen können, wenn wir eintreten, ist eine Chance, zu spüren, wo der Schuh drückt. Es ist schon viel, wenn der Arzt weiss, wo das Problem steckt. Die Auslegeordnung kann eine Hilfe sein, um das labile Gleichgewicht von Einzelgruppen und Gesamtinteressen gegeneinander abzuwägen und ein neues Gleichgewicht zu finden. Die Auslegeordnung kann eine Hilfe sein, den Symbolcharakter einer Verfassung zu spüren. Er kommt z. B. in der neuformulierten Präambel zum Ausdruck. Die Auslegeordnung führt dazu, dass Grundrechte endlich festgeschrieben werden.

Deshalb empfiehlt unsere Fraktion, einzutreten und die Rückweisungsanträge abzulehnen.

Grendelmeier Verena (U, ZH): Den kleinmütigen Zweiflern, den Miesmachern folgendes ins Poesiealbum: Es ist nie die richtige Zeit für eine Reform – nie! Wir haben immer Wichti-

geres zu tun; das wissen wir nun seit Jahrzehnten, denn seit Jahrzehnten hat man die Totalrevision der Bundesverfassung dazu missbraucht, unliebsame Geschäfte ad calendae graecas zu verschieben. Das ist nun zu Ende, denn jede Ursache – diese haben wir schon lange – braucht einen Anlass, und diesen Anlass hat uns unsere ehemalige Kollegin, Josi Meier, geboten; es sei ihr dafür Dank.

Zudem sind wir das einzige Land, welches das ungeheuerliche Glück hat, einen Geburtstag – und zudem den höchsten, den eine Demokratie in Europa je feiern konnte – zum Anlass einer Verfassungsrevision zu nehmen. Alle anderen Länder haben ihre Verfassungen revidiert als Antwort auf irgendwelche grössere oder kleinere Katastrophen, Revolutionen, Kriege, innere und äussere Zerreihsproben und Schwierigkeiten. Wir haben das Glück – man stelle sich vor –, uns zu einem Geburtstagsfest eine neue Verfassung geben zu können. Was tun wir? Damals, 1848, haben wir in einer hochrevolutionären Welt rund um uns herum, in unserem eigenen Land eine ganz grosse, neue Idee, die demokratische, vorwärtsgetrieben und sie über 150 Jahre lang so weit vervollkommen, dass wir heute sagen können: Die Schweiz ist eine Demokratie. Das ist nicht von heute auf morgen gekommen. 1998 stehen uns noch ganz andere Revolutionen bevor, deren Veränderungen, Ziel und Auswirkungen wir nicht absehen können und deren Ende auch unseren demokratischen Staat in Frage stellen könnten – und was machen wir? Wir begnügen uns mit einem «Revisiönchen»; einmal mehr sind wir nicht fähig zu einer Reform, zu einem neuen Wurf. Wir begnügen uns mit der sogenannten Nachführung – das ist eine Schönschreibübung. Mit anderen Worten: Wir beginnen mit den Fussnotenkorekturen, bevor wir uns über Inhalt, Ziel und Aufbau des zu schreibenden Aufsatzes bewusst sind. Das heisst: Wir haben uns nicht die Frage gestellt: Was für eine Schweiz wollen wir für das kommende, dritte Jahrtausend? Welche Instrumente brauchen wir, um dieses Schweizer Schiff durch die hohe, die sehr wilde See zu lenken? Statt dessen, wie gesagt, begnügen wir uns mit Nachführungen.

Zwar hat man zwei Reformpakete beigelegt – sie sind schön; wir werden sehen, wie weit sie akzeptiert werden. Dann, Herr Bundesrat, hat man im letzten Moment noch das allerwichtigste Paket nachgeschoben und es uns auf Ende dieses Jahres versprochen, jenes der Staatsleitung. Warum ist dieses Reformpaket das wichtigste? Weil es jene neuen Instrumente enthalten muss, mit denen wir uns ernsthaft auseinandersetzen: Mit der heutigen Staatsform und der Frage, ob die alten Instrumente denn noch taugen. Es muss doch verdammt noch mal möglich sein, nach 150 Jahren einen Blick in die Werkzeugkiste zu werfen! Und was sehen wir da? Sensen, Handsicheln, Spinnrad, Handpflug, Ochsenkarren und am Rande eine Postkutsche.

Und mit diesen Instrumenten – etwas besser geschliffen, ein neues Design, ein neuer Handgriff aus Plastik – wollen wir weiterwursteln. Glauben Sie im Ernst, dass das genügt? Dass wir damit gerüstet sind für die Herausforderungen, die auf uns zukommen? Ich glaube es nicht. Was ich mir wünsche – Sie werden staunen –, das ist ein neuer Patriotismus. Sie haben richtig gehört: Den Patriotismus unserer revolutionären Gründerväter, die eine Idee weiterverfolgt haben, die wir 150 Jahren lang weiterentwickelt und vervollkommen haben, soweit das überhaupt möglich ist. Und was tun wir heute? Wir führen buchhalterisch nach und üben uns im Schönschreiben. Wären 1848, meine lieben freisinnigen Kollegen, Ihre damaligen revolutionären Gründerväter solche Hasenfüsse gewesen, solch kleinmütige Menschen, wie wir es heute sind, glauben Sie mir, wir würden nicht den 150. Geburtstag dieses Landes nicht feiern, sondern kaum den 20. Geburtstag. Dieses Land wäre noch nicht einmal erwachsen geworden.

Wir sind für Eintreten; aber wir sind enttäuscht, denn wir sind drauf und dran, eine Chance zu verpassen.

Maspoli Flavio (D, TI): Es ist natürlich nicht einfach, jetzt zu sprechen, nachdem uns von Frau Kollegin Grendelmeier so ins Gewissen geredet wurde. Trotzdem werde ich sagen müssen, was ich fühle und für richtig halte.

Irgendwo auf den sieben Weltmeeren sinkt ein Schiff, die Besatzung ertrinkt, nur einer kann sich retten. Er schwimmt tagelang, bis er erschöpft auf einer Insel strandet. Da wird er von den Eingeborenen empfangen, und als erstes fragt er die Eingeborenen: «Habt ihr eine Regierung?» Sie sagen ja, und er sagt: «Ich bin dagegen.» Es könnte den Anschein erwecken, wir wären diese Gestrandeten, die sich einfach gegen alles stellen und nichts wollen, keine Erneuerungen, keine progressiven Denkweisen usw.

Dem ist aber – das müssen Sie mir glauben – nicht so. Wir haben dieses Geschäft eingehend studiert; unser Kollege Keller Rudolf war in der Verfassungskommission auch sehr aktiv. Er hat uns auf das allerbeste unterrichtet. Wir sind nicht gegen diese Verfassungsrevision, weil wir gegen alles sind. Wir sind gegen diese Verfassungsrevision, weil wir in dieser einen weiteren, nicht vom Volk gewollten Schritt in Richtung EU sehen. Das ist der eigentliche, wahre Grund, weshalb wir heute nicht für Eintreten sind.

Ich kann mich noch erinnern, der Kommissionspräsident, Herr Kollega Deiss, war ein grosser Verfechter des Beitritts zum Europäischen Wirtschaftsraum, zum EWR. Ich hatte sogar einmal das Vergnügen, gegen ihn antreten zu dürfen; in diesem Bezirk habe ich dann auch gewonnen, obwohl ich im Kanton verloren habe.

Es ist ganz klar, dass der feste Wille der Classe politique in der Schweiz die Öffnung – wobei man natürlich alles öffnen kann, man kann auch ein Grab öffnen; nicht jede Öffnung ist ein Fortschritt – hin nach Europa ist. Dass wir gegen diese antreten müssen, ist nicht mehr als recht, und wir machen das auch mit Vehemenz und im Bewusstsein, dass wir den Volkswillen vertreten und diesem huldigen.

Herr Kollega Dettling hat vorhin die Würden und «i meriti» der Freisinnig-demokratischen Partei erwähnt. Wir gehen davon aus, dass diese gross sind und dem Volk und dem Land heute völlig genügen, dass wir keine neue Bundesverfassung brauchen, weil die, die wir haben, schon gut genug ist. Herr Dettling hat den Gedanken des Konservatismus in den Raum gestellt. Man konserviert bekanntlich aber nur das, was schön und gut ist. Man konserviert nicht Sachen, die unnötig oder unschön sind.

Gefallen ist auch das Stichwort Frankreich, mit seiner im Eiltempo erstellten neuen Verfassung. Heute nun sieht man, wohin sie geführt hat. Wir sehen, wie die Verhältnisse in Frankreich sind. Wir geben uns auch über die Verhältnisse in Italien Rechenschaft. Weiter zeigt sich, was ein Streikrecht bewirken kann. Selbstverständlich sind wir gegen das Streikrecht. Wir sind uns aber auch bewusst, dass ein Streikrecht in der Schweiz anders gehandhabt würde, als dies in Frankreich oder Italien der Fall ist. Wir haben eine andere Tradition, indem wir auf 150 Jahre Demokratie zurückschauen können.

Dieser Geburtstag unserer Demokratie sollte unseres Erachtens nicht missbraucht werden, um die Öffnung zu Europa voranzutreiben. Nun ist es aber leider so, dass in unserem Land alles und jedes zum Anlass genommen wird, um die europäische Werbetrommel zu rühren. Die 150-Jahr-Feier, die revidierte Bundesverfassung, ja sogar der Rücktritt eines verdienten Bundesrates werden missbraucht, um die europäische Werbetrommel zu rühren. Das können wir nicht akzeptieren!

Wir möchten nicht, dass unser Land gegen den Willen des Volkes in dieses Europa getrieben wird. Das grosse Ansippen an Europa soll über eine Volksabstimmung stattfinden und nicht über die revidierte Bundesverfassung, nicht über den Rücktritt eines Bundesrates und nicht über irgendwelche anderen Begebenheiten, die uns beschäftigen.

Sie haben es richtig gesagt, Frau Grendelmeier: Welches andere Land kann auf 150 Jahre Demokratie zurückblicken? Nun aber frage ich ganz gezielt: Warum will man denn die Volksrechte schmälern? Warum drängt man – wenn man «zwischen den Zeilen hören» kann, weiss man, wo man hindrängt – auf die Abschaffung des Zweikammersystems? Man will nur noch eine Volkskammer haben. Man will das Ständemehr abschaffen, man will dies, man will das. Das wären dann die zukünftigen Reformen. Den Humus, auf dem diese

Reformen gedeihen sollen, möchten wir Ihnen nicht auf einem Silbertablett liefern.

«Dove vogliamo andare?», ha chiesto qualcuno prima. Sì, dove vogliamo andare? Personalmente vorrei rimanere in Svizzera. Vorrei rimanere nel mio paese e non vorrei andare in nessun posto. Vorrei continuare a vivere in pace, come lo abbiamo fatto per centocinquanta anni, e come lo abbiamo fatto in fondo per oltre settecento anni.

Non è giusto che la revisione della Costituzione federale venga usata per avvicinare la Svizzera all'Europa, avvicinamento che il popolo ha più volte dimostrato a chiare lettere di non volere. È stato detto: Ma se il 51 per cento degli Svizzeri avesse votato di sì e i cantoni avessero detto di no, avremmo una crisi costituzionale. No, non avremmo nessuna crisi costituzionale! Avremmo semplicemente la volontà del popolo espressa attraverso i cantoni. E io credo che in nessun altro paese del mondo è importante come da noi, che un piccolo cantone come Uri in una Camera abbia gli stessi identici diritti di un cantone grande come il canton Zurigo. Queste sono le cose che hanno fatto grande il nostro paese e che hanno contribuito alla crescita economica e anche sociale del nostro paese.

Questa revisione della costituzione non è sufficiente per certuni, è già troppo per certi altri. Dunque nascerà da un compromesso, un compromesso che – si dice – accontenterà tutti, ma molto probabilmente un compromesso che non accontenterà nessuno. Mi rincresce, onorevole consigliere federale, rincresce anche per i componenti della commissione e per il lavoro sicuramente serio svolto e che oggi qui sono a combattere. Ma francamente non mi sento, così come non si sente il nostro gruppo, di aderire alle vostre proposte.

Per questo noi sosterrremo la proposta di non-entrata in materia e al limite voteremo contro alla fine, con rincrescimento e con profonda stima per il lavoro svolto.

Engler Rolf (C, Al): Bei der Nachführung der Bundesverfassung wollen wir uns zurückbesinnen, zurückgehen. Wir wollen danach aber mit Hilfe der Reformpakete auch weiter und höher springen können. Mich überrascht es sehr, dass gerade verschiedene konservative Vertreter in diesem Rat sich nicht einmal zurückbesinnen wollen, weil sie Angst haben, ein Reformpaket könnte im Volk durchkommen. Ich finde das eine Position der Obstruktion, die hier im Rat eingenommen wird.

In der Kommission war das nicht so. In der Kommission haben wir sehr sachgerecht und prinzipiell diskutiert. Ich möchte allen den Dank abstatten, die das getan haben, und empfehlen, dass wir es weiter so halten.

Ich glaube auch, dass jene, die immer wissen, was das Volk will und ihm nach dem Munde sprechen, ihren Aufgaben nicht nachkommen. Ich bin überzeugt, dass das Volk eine Rückbesinnung auf unsere Prinzipien will. Das Volk will eine Verwesentlichung der Demokratie. Das Volk will nicht – um das Bild von Herrn Gross Andreas zu verwenden –, dass wir wie die Nusschale auf dem Wasser treiben, sondern dass wir uns die Instrumente geben, die wir brauchen. Ich bin deshalb der Meinung, dass wir diese Chance nutzen sollten.

Die CVP-Fraktion ist deshalb auch für Eintreten auf die Nachführung.

Ich möchte Herrn Keller Rudolf hier sagen, dass das von ihm geschilderte Problem – das Problem von Völkerrecht und Demokratie – in diesem Staat ein grundsätzliches ist. Es wurde erstmals in der Subkommission 2 und dann im Plenum dieser Verfassungskommission diskutiert. Gerade Diskussionen um solche prinzipiellen Fragen können nirgends besser als im Rahmen dieser Verfassungsrevision ausgetragen werden. Ich finde es deshalb schade, dass er hier die Tür zuschlägt und die Diskussion nicht führen will.

Der Fechtboden der Politik ist holprig geworden. Wir haben Löcher, Hügel und Wellen in diesem Boden. Wichtige Normen – ungeschriebenes Verfassungsrecht –, die die Rechtsprechung entwickelt hat, fehlen in der Verfassung. Wir haben auch zahlreiche überflüssige Normen, denen kein Verfassungsrang, keine Verfassungswürde mehr zukommt. Diese erschweren die politische Auseinandersetzung.

Mit 136 Teilrevisionen haben wir Flicker auf Flicker gesetzt, bis wir das schöne Kleid letztlich nicht einmal mehr erkennen können, und mit diesem geflickten Kleid sollen wir die Geburtstagsfeier bestreiten! Das ist in dieser Form nicht zumutbar. Wir müssen diese Flicker wieder entfernen. Wir müssen den Boden komplett erneuern, damit wir wieder in Anstand und Würde fechten können, ohne über diese Teilrevisionen zu stolpern. Die Erneuerung, die Aktualisierung ist nötig. Wir müssen uns zwar selbst beschränken; das hat die CVP-Fraktion immer getan, auch die Kommission. Wir sind mit Herrn Gross Andreas der Meinung, dass wir Varianten haben sollten, aber diese müssen auf ein, zwei Varianten eingeschränkt bleiben. Im übrigen muss die Reform – das Höher- und Weiterspringen – in den Reformpaketen vorgenommen werden, weil sonst das Gesamte nicht gelingen kann.

Persönlich teile ich die Auffassung, die hier bereits geäußert wurde, dass die Prioritäten für die Reformpakete wenig glücklich gewählt wurden; sie wurden falsch gesetzt. Auch ich hätte eher die Staatsleitungsreform und die Aufgabenteilung mit den Kantonen als eine Erneuerung des Föderalismus prioritär gesehen. Die Justizreform scheint mir weniger dringlich. Sie muss sicher diskutiert werden, aber sie ist weniger dringlich. Das gleiche gilt für die Volksrechte.

Bei der Nachführung ist deshalb nicht so sehr die Kreativität gefragt wie bei den Reformpaketen. Die zahlreichen Minderheitsanträge bei der reinen Nachführung sind denn auch nicht Zeichen der Aktivität; sie sind erstens vielmehr ein Zeichen der Niederlage, und zweitens ein Zeichen dafür, dass man das prozesshafte System als solches nicht voll erkannt hat.

Wir sind deshalb auch gegen die Rückweisungsanträge Rechsteiner Paul und Rennwald. Wir glauben, dass diese Anträge das Hauptprinzip des Prozesshaften – Aufteilung in Nachführung und Reformpakete – nicht richtig anerkennen wollen. So muss man das zumindest auffassen.

Die Fassadenrenovation ist gelungen; es waren keine Fassadenkosmetiker am Werk, es wurde nicht einfach überstrichen, nein, die Strukturen, die Elemente wurden hervorgeholt; auch im Innern hat das Gebäude neuen Glanz gewonnen. Es treten wirklich alle Elemente schön hervor. Das Gebäude bietet Flexibilität, wir müssen es neu möblieren. Wir haben in den ersten beiden Reformpaketen die Chance dazu erhalten, und wir werden weitere Chancen erhalten.

Rückbesinnung auf die Wurzeln ist nötig, gerade in unserer heutigen Zeit, Rückbesinnung auf die Werte des Rechtsstaates, auf die Werte des Föderalismus, auf die Sozialpflichtigkeit des Eigentums ebenfalls. Ich glaube, das ist sinnvoll. Die Schweiz braucht im Moment mehr Selbstvertrauen. Nur so wird die Schweiz die anstehenden aussenpolitischen Probleme und die innenpolitischen Fragen und Zerreißproben überstehen und letztlich in Zukunft bestehen können, die Unabhängigkeit wahren und im Innern zu Stärke gelangen.

Namens der CVP-Fraktion bitte ich Sie deshalb, auf die Nachführung einzutreten und diese zu unterstützen. Ich bitte Sie auch, auf die Reformpakete einzutreten und dabei die Diskussion vielleicht etwas heftiger zu führen. Ich bin mit Frau Grendelmeier einverstanden: Gerade dort werden wir die Instrumente, den Werkzeugkasten, erneuern müssen und erneuern können. Wir müssen unsere Chancen dort wahrnehmen und nicht in der Nachführung.

Fritschi Oscar (R, ZH): Nach gut 120 Jahren die Verfassung einer ersten Totalrevision unterziehen zu wollen, kann beim bösesten Willen nicht als überstürztes Vorgehen disqualifiziert werden. Wenn wir die Aufgabe der Generalüberholung der Verfassung nicht schon früher an die Hand genommen haben, mag das mit einer Eigenart der helvetischen Politik zusammenhängen. Jeder Schweizer Politiker, der etwas auf sich hält, pflegt sich als Pragmatiker zu bezeichnen. Der Begriff des Ideologen, als jemand, der sich an einem System von politischen Weltanschauungen und Grundeinstellungen orientiert, gilt hierzulande eher als Schimpfwort. Und um Grundprinzipien geht es natürlich bei einer Verfassung. Genau deswegen und gerade heute halte ich indessen eine Verfassungsdiskussion nicht nur für wichtig, sondern auch

für aktuell, und zwar aus folgendem Grund: Unser Land durchlebt heute eine recht hektische Phase in der Politik. Zwar wird nicht unser Staat an sich in Frage gestellt, aber gewisse Perioden werden es, insbesondere jene der Zeit des Zweiten Weltkriegs. Das rührt insofern an die Wurzeln unserer nationalen Identität, als die gemeinsame Geschichte – das gemeinsame bisherige politische Wollen – das einzige Band darstellt, das unseren mehrsprachigen, kulturell gemischten, konfessionell unterschiedlichen Vielvölkerstaat zusammenhält.

Sich in einer solchen Phase auf die Grundlagen und Ziele des Staates zu besinnen, scheint mir wichtig und aktuell zugleich. Dazu aber gibt die Verfassungsreform den Anstoss, weil sie sich inhaltlich mit unserem politischen Erbe auseinandersetzt. Darunter ist nicht einfach rückwärtsgewandt die Vergangenheit zu verstehen, sondern das bisher politische Erreichte. Denn die Aufgabe einer Verfassung – und insbesondere der hier vorliegenden Nachführung – besteht ja vor allem darin, Barrieren zu errichten, die ein Zurückfallen hinter das einmal Erreichte verhindern sollen.

Als Motto über der Nachführung könnte das Wort aus Goethes «Faust» stehen: «Was du ererbst von deinen Vätern hast, erwirb es, um es zu besitzen.» Den Weg in die Zukunft offenzuhalten wird ausgeprägter die Aufgabe der folgenden Reformpakete sein.

Zum Vorgehen: Die Nachführungsvorlage ist nicht der spektakulärste Teil des gesamten Reformvorhabens, aber sie ist der Grundbaustein. Wenn ich überzeugt für Eintreten votiere, so einerseits aus der vorhin dargelegten Überlegung, andererseits aber ebenso sehr, weil die Vorlage A insgesamt gutes Augenmass beweist. Der Bundesrat hat beim Austarieren dessen, was noch Nachführung sei, wohl zu Recht die Grenze eng gezogen, und die vorberatende Kommission hat – wie es zu erwarten war und wohl auch zu Recht – etwas mehr Spielraum für sich beansprucht.

Insgesamt aber scheint das Fuder nicht überladen. Es könnte bei aller Schwierigkeit der sich kumulierenden Neinstimmen dem Wellengang eines Abstimmungskampfes standhalten. Das bedeutet indessen, dass wir der Tragfähigkeit der Vorlage auch im Plenum Beachtung schenken und uns mit zusätzlichem Beladen zurückhalten sollten, mindestens dort, wo nicht – wie etwa bei der Wählbarkeit von Geistlichen ins Parlament – von einem weitgehenden Konsens ausgegangen werden kann.

Eine solche Zurückhaltung ist nicht mit Immobilismus gleichzusetzen. Sie respektiert vielmehr die Tatsache, dass unsere Verfassung dank des Initiativrechtes leicht abänderbar ist und bisher tatsächlich rund 140mal angepasst wurde. Wo sie – wie etwa zum Streikrecht – keine Bestimmung enthält, liegt der Schluss auf bewussten Verzicht, auf ein qualifiziertes Schweigen des Souveräns, näher als die Mutmassung, es gelte, eine Lücke zu schliessen. Dosierte Zurückhaltung in der Detailberatung bedeutet deshalb nicht Verzagtheit, sondern Klugheit.

Alder Fredi (S, SG): Ich möchte mich nicht zum Inhalt, sondern zur Entstehung und zu den Funktionen des Verfassungsentwurfes äussern.

Welche Unterschiede, wenn wir im Jubiläumsjahr 1998 auf die eidgenössischen Verfassungen von 1798 und 1848 zurückblicken! 1798 brach eine überholte politische Ordnung zusammen. Die Helvetische Verfassung wurde uns von aussen aufgezwungen. Fremde Truppen standen im Land. Die Schweiz wurde in europäische Kriege hineingezogen. So schmerzhaft diese Periode für die Schweizer Bevölkerung war – damals wurde die Grundlage gelegt für alle modernen Prinzipien wie Gleichheit der Personen und Kantone, individuelle Freiheit und Demokratie. Niemals zuvor und danach hat es in der Eidgenossenschaft einen grösseren Umbruch gegeben. Aus eigenem Antrieb allerdings haben wir ihn nicht zustande gebracht.

Die Verfassung von 1848 entstand bekanntlich innert weniger Monate. Auch ihr ging die schmerzliche Erfahrung voraus, dass eine tiefgreifende Reform des Staatenbundes auf friedlichem Wege nicht zu erreichen war. Der moderne Bun-

desstaat konnte erst nach einem Bürgerkrieg geschaffen werden.

Die Geschichte des Bundesstaates ist nach 150 Jahren eine durchaus erfolgreiche. Nie wieder hat das Land im Innern einen Krieg erleiden müssen. Aus einem armen Agrarstaat wurde einer der reichsten Industrie- und Dienstleistungsstaaten. Hinsichtlich der Demokratie und des Föderalismus war die Schweiz im 19. Jahrhundert allen anderen europäischen Staaten weit voraus.

Und heute, 1998? Wir sind satt geworden; wir sind ernüchtert; wir sind nicht mehr Vorbild und Musterknaben; wir stehen vielmehr unter Druck. Wir haben viel erreicht und darob die Orientierung verloren. Und vor allem: Wir haben keine Vision mehr.

Dementsprechend ist die entstehende neue Bundesverfassung nicht das Ergebnis politischer Umbrüche wie 1798 und 1848. Was uns heute vorliegt, ist das Resultat von Arbeiten, die ein Vierteljahrhundert dauerten. Dies hat durchaus sein Positives, heisst es doch, dass wir die neue Verfassung ohne äusseren Druck und ohne tiefgreifende innere Konflikte gestalten konnten. Allerdings fanden im Bereich der Wirtschaft Umbrüche statt, aber diese führten leider nicht zu den erwünschten und dringend notwendigen politischen Reformen. Wenn die Verfassung diesmal auch nicht eine alte Periode abschliesst und etwas völlig Neues schafft, so sollten wir doch die Chance nützen, sie auf der Grundlage unserer bewährten politischen Ordnung zum Anfang einer neuen Politik unserer Eidgenossenschaft zu machen.

Wir stehen vor grossen Herausforderungen. Die Verfassung kann durchaus eine Chance sein, um die drei drängenden Fragen zu beantworten: Wo stehen wir? Was wollen wir? In welche Richtung gehen wir?

Was wir in dieser Zeit der Verunsicherung vor allem brauchen, ist eine neue Vision. Diese Vision wird in der Präambel und im Zweckartikel des Verfassungsentwurfes angesprochen. In ihrer Substanz heisst diese Vision für mich: Solidarität im Innern und nach aussen. Das Prinzip ist ganz einfach: Nur wenn es auch den Mitmenschen gutgeht, können wir mit unserem eigenen Wohlergehen zufrieden werden.

So, wie unser Land im vergangenen Jahrhundert in bezug auf die Vielsprachigkeit und Demokratie Vorbild war, so sollte die Schweiz nunmehr in bezug auf die Solidarität ein Vorbild werden. Im Begriff «Eidgenossenschaft» ist dies ja bereits enthalten. So gesehen ist diese Verfassung eine grosse Chance. Sie ist nicht ein End- sondern ein Ausgangspunkt. Packen wir diese Chance!

Es ist die Aufgabe der politischen Führung und mithin von uns allen, die Vision, die Wegrichtung vorzugeben und das Vertrauen und die Unterstützung des Volkes zu gewinnen. Voraussetzung dafür ist ein Grundkonsens darüber, was wir anstreben wollen. Wenn wir uns gemeinsam – solidarisch eben – dafür einsetzen, dann bekommen wir die Verfassung für das dritte Jahrtausend.

Sandoz Suzette (L, VD): Si des reproches doivent être dirigés contre quelqu'un, c'est bien contre le Parlement et non pas contre le Conseil fédéral. C'est de nos rangs qu'émane cette suggestion un peu étrange de mettre à jour, de réécrire sans vraiment rien toucher. Par conséquent, si des reproches doivent être adressés, c'est à nous et non pas au Conseil fédéral, pas à l'administration, qui ont l'un et l'autre accompli de manière assez remarquable ce que j'aurais envie de qualifier de mission impossible. Dans ce sens, j'aimerais leur exprimer ma reconnaissance et mon admiration. Dire que néanmoins ça n'est évidemment pas avec enthousiasme que j'entrerai en matière, mais par respect précisément pour l'énorme travail qui a été fourni. Il s'agit bien, comme il se doit, de réserver un vote final, mais aussi d'exprimer d'entrée de cause dans cette entrée en matière trois regrets.

1. Un premier regret, c'est que la tâche ambiguë que nous avons, comme Parlement, confiée au Conseil fédéral risque d'induire les citoyens eux-mêmes un peu en erreur. Comment vont-ils en effet comprendre qu'à une époque d'économies, pour une simple mise à jour, on consacre autant de temps? Comment vont-ils comprendre qu'on leur dise à la

fois: c'est une mise à jour et on n'a rien changé, mais néanmoins, il y a du nouveau parce qu'on a actualisé? A une époque de méfiance, malheureusement, entre les citoyens et les autorités, il y a là une situation ambiguë que nous aurons une certaine peine à maîtriser.

2. Mon deuxième regret, c'est que nous consacrons autant de temps à un travail qui reste malgré tout un travail assez rédactionnel, alors qu'il y aurait urgence, d'autres l'ont déjà dit, ça n'est pas original, à modifier très rapidement notamment le fonctionnement du Gouvernement. Pardonnez-moi, le groupe libéral d'ailleurs depuis un certain temps a dit: le Gouvernement doit être modifié, ça n'est plus un collège composé de la juxtaposition de sept chefs de département que l'on doit avoir, c'est un collège de cinq membres représentant la Suisse à l'étranger, dirigeant le pays, exerçant peut-être une haute surveillance sur les chefs de département. Et ça, c'est urgent. C'est urgent pour l'efficacité de la conduite de ce pays. Malheureusement, nous continuons simplement de faire une mise à jour.

3. Le troisième regret tient au fait qu'on ne sait pas toujours dans cette mise à jour s'il y a seulement une mise à jour, sur quoi elle se fonde ou quelles sont les arrière-pensées politiques qu'elle recouvre peut-être. Je pense, prenons un seul exemple, à la suppression de la notion de demi-canton. Vous l'avez vu sans doute, à l'article 1er de la nouvelle constitution ou de cette constitution mise à jour, on précise: «Les cantons de», et on a supprimé l'indication actuelle: «Unterwald (le Haut et le Bas) Bâle (Ville et Campagne) Appenzell (les deux Rhodes)»

Comment peut-on, en actualisant, biffer d'un coup de crayon des siècles d'histoire? Comment peut-on le faire avec naturellement pour conséquence, quand on en arrive aux voix des cantons, à la représentation des cantons au Conseil des Etats, que l'on a, nous le verrons aux articles 132, 140, 141, des cantons qui sont tantôt à une voix, tantôt à une demi-voix, qui ont tantôt deux représentants, tantôt un représentant? Est-il souhaitable que le lecteur peu au fait de l'histoire, parcourant notre constitution, ait le sentiment qu'on a des cantons demi-portion et des cantons pleine portion? Ça n'est certainement pas souhaitable. Mais n'aurions-nous pas mis là le doigt dans l'engrenage que souhaitent certains, qui conduirait ensuite à élever tous les demi-cantons au rang de pleins cantons, ce qui voudrait dire trois cantons suisses alémaniques de plus – il faut penser à cet équilibre –, ou bien à moduler différemment la représentation des cantons au Conseil des Etats – des grands cantons à trois représentants, des plus petits cantons à deux, des tout petits à un? Cet aspect-là de l'actualisation ne peut pas être accepté.

C'est la raison pour laquelle je vous proposerai, dans l'examen de détail, de revenir à la formulation des demi-cantons pour respecter ce qui est l'histoire et l'équilibre du pays.

Widmer Hans (S, LU): Die Schweiz ist auch schon mutiger gewesen. Sie hat sich auch schon schneller den veränderten gesellschaftlichen Umständen angepasst als heute. Im Jahre 1848 tat sie dies sogar in einem beinahe revolutionären Ausmass.

Heute, 150 Jahre später, ist der verfassungsgeberische Wille tatsächlich sehr zaghaft geworden. Das Projekt Nachführung bringt diese zögerliche Grundstimmung leider nur allzu deutlich zum Ausdruck. Zudem ist es nicht einmal ganz sicher, ob dieser minimale gemeinsame Nenner konsensfähig werden wird: Den einen geht der vorliegende Entwurf nämlich zu wenig weit; die anderen bekämpfen ihn, weil er zu viele Neuerungen enthält; eine dritte Gruppe schliesslich weist darauf hin, dass unser Land in diesen krisengeschüttelten Zeiten Wichtigeres zu tun habe, als sich mit Verfassungsfragen herumzuschlagen.

Tatsächlich warten enorme Aufgaben auf eine Lösung: Arbeitslosigkeit, Sicherung der Sozialwerke, das Verhältnis der Schweiz zu Europa usw. Das ist, meine ich, aber kein Grund, auf eine Verfassungsrevision zu verzichten, denn ein solcher Verzicht würde gar keinen Beitrag zur Bewältigung der erwähnten Herausforderungen zu leisten vermögen. Das Gegenteil wäre der Fall. Die Verfassungsrevision kann sogar die

Ausgangslage für die Lösung der anstehenden Fragen verbessern, denn sie stellt den gemeinsamen Zusammenhalt, den minimalen Wertekonsens sozusagen, in den Vordergrund, und dieses Gemeinsame ist eine gute Voraussetzung für die Lösung der anstehenden Megaaufgaben.

In der Wirtschaft, die sich bekanntlich von ihrem Wesen her absolut problemlösungsorientiert verhält, spricht man heute allenthalben von Leitbildern. Für die Erarbeitung solcher Orientierungsmodelle werden namhafte Summen bereitgestellt, weil man von ihnen das Herausarbeiten von Identitätsmerkmalen eines Unternehmens sowie die Motivation für eine eigene, dynamische Firmenkultur erwartet. Gleichzeitig wird aber immer wieder festgestellt, dass die Politik der Wirtschaft gegenüber an Power und Attraktivität verloren hat.

Vor diesem Hintergrund ist die Verfassungsrevision so etwas wie das Erarbeiten eines Leitbildes in der Politik. Für eine solche setze ich mich deswegen ein, weil ich davon überzeugt bin, dass auch die Politik einen grundlegenden Diskurs und, davon ausgehend, einen Motivationsschub dringend nötig hat.

Für mich als Sozialdemokraten ist das Wesensmerkmal der Sozialstaatlichkeit von besonderer Bedeutung. Dieses Wesensmerkmal bekommt zwar im Nachführungsentwurf nur minimale Konturen, aber der bestehende Verfassung gegenüber wird dieses Merkmal immerhin verdeutlicht, z. B. in der Präambel, im Zweckartikel und in Artikel 16a, wo in einer Zeit, in der vermehrt die Privatisierung aller Schulstufen diskutiert wird, der Anspruch auf Grundschulunterricht stipuliert wird. Weil unserem Land gerade heute eine identitätstiftende Leitbilddiskussion sehr wohl ansteht und weil die Revision als offener Prozess konzipiert ist, der nicht definitiv vermauert und verbaut und der immer wieder korrigiert werden kann, bin ich für Eintreten auf die Vorlage.

Schluer Ulrich (V, ZH): Es geht um die Nachführung der Verfassung. Wir bekennen uns zu dieser Nachführung. Doch haben wir in der vorberatenden Kommission erkannt, dass die Nachführung höchst unterschiedlich gehandhabt wird. Wir haben erfahren, dass beispielsweise Sozialziele – das hat es bis heute nicht gegeben – im Rahmen der Nachführung in die Verfassung aufgenommen werden. Wir haben erfahren, dass der Streik – das Bekenntnis zum Streik als ein Mittel, mit dem wir im Staat Probleme lösen wollen – verfassungswürdig ist. Aber wir haben beispielsweise auch erfahren, dass das Bekenntnis zur Neutralität – immerhin tief verankert in unserem Land und in unserem Volk – nicht Platz hat in dieser Nachführung.

Was also machen wir mit dieser Nachführung? Wir klammern uns an das, was uns seit zwei, drei Jahrzehnten als Wohlfahrtsstaat beschert worden ist. Wir könnten uns ja auch einmal überlegen: Was hat denn eigentlich diesen heutigen Staat, diese heutige Schweiz begründet? Wir stellen fest, dass dieses Land aus einer Situation der Armut heraus mit einem enormen Aufwand an Selbstverantwortung jedes einzelnen, mit Selbstdisziplin, mit der Bereitschaft, etwas für diesen Staat zu leisten – ohne dass man ein Amt dafür schafft, sondern freiwillig, aus sich selbst heraus –, gewachsen und zur heutigen Schweiz geworden ist. Dazu gehört beispielsweise auch, dass man sich in Selbstdisziplin mit den vorhandenen finanziellen Mitteln bescheiden hat; daraus ist diese freiheitliche Schweiz gewachsen, wie sie es zumindest bis vor etwa zehn Jahren noch war.

Wir aber verschreiben uns mit der Nachführung dem Zeitgeist; wir verschreiben uns dem Wohlfahrtsstaat, der für jedes Problem ein Amt schaffen will, welches die Probleme verewigt, statt sie zu lösen; der alles durchstrukturieren will. Aus dieser Fehlentwicklung heraus sind wir in die Schuldenwirtschaft von heute geraten. Aus dieser Fehlentwicklung heraus sind wir in den bürokratisch eingeeengten Staat von heute gelangt. Diese Verschuldung – die Tatsache, dass wir die Möglichkeiten dieses Staates längst ausgereizt haben – ist die Katastrophe, die Frau Grendelmeier beschworen hat, vor der sie aber inzwischen auch weggelaufen ist.

Es geht um die zur Ideologie gewordene Haltung, sich bei diesem Staat zu bedienen, sich an diesem Staat gütlich zu

tun, wo immer man kann. Es geht um die Ideologie, aus diesem Staat herauszuholen, was immer man herausholen kann. Das wird uns im Rahmen der Nachführung präsentiert. Wir stellen fest, wie mit ungeheurer Zähigkeit an dieser Aushöhung des Staates festgehalten wird. Es geht hier offensichtlich auch um die Macht, diese Strukturen zu erhalten, zu verewigen und zu vergrössern, auf dass diejenigen, die an diesem Wohlfahrtsstaat hängen, ihre politische Klientel, bis ins hohe Alter gesichert, darin unterbringen können.

Dies entspricht der Ideologie, wie sie uns die «Achtundsechziger» in diesem Land beschert haben, aber es ist nicht das Fundament dieses Staates. Es ist bedauerlich, dass der Bundesrat, der natürlich an dieser Überforderung des Staates mitschuldig ist, diese Taktik nicht durchschaut hat und dieses Spiel mitmacht – oder glaubt, mitmachen zu müssen, weil er sonst die Unterstützung der Linken verlieren würde. Wir sollen also eine Entwicklung zementieren, die den Staat an den Rand der Erschöpfung geführt hat. Wir zementieren staatliche Apparate, von denen wir genau wissen, dass wir sie uns nicht mehr leisten können. Der Staat ist damit überfordert.

Unser Bundespräsident hat gestern die Kinder und die Kindeskinde beschworen, für die wir zu handeln hätten. Handeln wir für sie! Wenn wir dem Staat weiterhin diese Verschuldungsentwicklung zumuten, rauben wir den kommenden Generationen jede Möglichkeit, noch frei zu gestalten und frei zu bestimmen, was für einen Staat sie wollen und wie sie diesen ausgestalten wollen. Dies ist unsere Verantwortung vor den Kindern und Kindeskindern, die zu beschwören zwar einfach ist, denen aber diese nachgeführte Verfassung nicht wirklich gerecht zu werden vermag.

Wir gehen mit grossen Vorbehalten an diese Verfassung heran; unser hartnäckiges Detailverhalten noch eine wesentliche Aufgabe, wenn wir diese Verfassung zu einem Fundament machen wollen, das nicht bereits einstürzt, bevor es überhaupt in Kraft gesetzt ist, und welches in der Lage ist, auch zukünftigen Generationen jene Freiheiten zur Gestaltung ihres Staates zu schenken, die wir auch für uns in Anspruch nehmen.

Widmer Hans (S, LU): Herr Schluer, Sie haben in Ihren Ausführungen etliche Male das Wort «Ideologie» gebraucht und die Inhalte der gegnerischen Ideologie skizziert. Könnten Sie ganz kurz drei, vier Dinge über Ihre eigene Ideologie sagen?

Schluer Ulrich (V, ZH): Herr Widmer, ich verstehe, dass es Ihr Anliegen ist, die Dinge, die Sie nicht gerne hören, in ihr Gegenteil zu verkehren. Ich kann Ihnen nur beantworten, was das Fundament dieses Staates ist. Das Fundament dieses Staates – darauf ist er gewachsen – ist der Umstand, dass es Menschen gibt, die bereit sind, ohne in ein salarisiertes Amt eingespannt zu sein, für diesen Staat tätig zu sein.

Daraus ist dieser Staat gewachsen, und daraus kann er weiterwachsen, wenn nicht die Ideologen ihn verbürokratisieren.

Hollenstein Pia (G, SG): Ich beschränke mich auf einen Schwerpunkt der Grünen: Für uns Grüne ist die Verankerung des Grundsatzes einer nachhaltigen Entwicklung als übergeordnetes Staatsziel von zentraler Bedeutung. Um der Nachhaltigkeit die gebührende Bedeutung zu geben, verlangen wir – das haben wir schon in der Vernehmlassung verlangt –, dass ein zusätzliches Reformpaket zur Nachhaltigkeit gemacht wird. Das Prinzip der Nachhaltigkeit soll in der Präambel verankert, im Zweckartikel wiederaufgenommen und in den entsprechenden Artikeln konkretisiert werden.

Zum Beispiel sollten sich die wirtschaftliche Entwicklung, die Raumplanung und die Mobilitätsentwicklung an den Prinzipien der Nachhaltigkeit messen. Dabei fällt dem Staat eine führende Rolle zu. Auch alle Globalisierungstendenzen müssten am Massstab der Zukunftsverträglichkeit gemessen werden. Zukunftsverträglich kann nur eine Entwicklung sein, die nachhaltig ist. Das heisst genauer gesagt: Eine nachhaltige Entwicklung muss den ökologischen, sozialen, kulturellen und wirtschaftlichen Bedürfnissen aller Menschen – der heutigen und auch der künftigen Generationen – gerecht werden, das weltweite ökologische Gleichgewicht erhalten

oder wiederherstellen, die Tier- und Pflanzenwelt in ihrer Vielfalt bewahren und ihre Lebensräume schützen. Ohne faktische Gleichstellung von Frau und Mann gibt es keine nachhaltige Entwicklung.

Die Forderung nach einer nachhaltigen Wirtschaftsentwicklung ist aktueller denn je. Der gegenwärtige Weg der Wirtschaft droht, sich als Sackgasse zu erweisen. Wir sind zurzeit auf dem besten Weg, grosse Teile der Bevölkerung zu marginalisieren und von der Teilhabe am Markt auszuschliessen. Die Möglichkeit der Teilhabe am Markt ist aber eine Grundvoraussetzung für das Funktionieren der Marktwirtschaft. Langfristig richtet sich eine Marginalisierung gegen die Interessen der Wirtschaft.

Eine Kurskorrektur ist geboten: Ein nachhaltiger Lösungsansatz führt weg von der neoliberalen Politik des Sozialabbaus, weg von der Deregulierung auf Kosten der Schwächeren und weg von der Entdemokratisierung. Nachhaltige Wirtschaft bedeutet weg vom Austricksen der Arbeitenden, weg von der Wirtschaftskriminalität, weg von der Ökonomie als Glaubenssystem, weg vom Streben nach Reichtum und patriarchaler Macht. Nachhaltigkeit heisst, ein System zu schaffen, das nicht weiterhin Migration erzwingt.

Die Verankerung und Umsetzung von Nachhaltigkeit ist für das Überleben schlechthin von absolut zentraler Bedeutung. Deshalb müssen wir alles daran setzen, um das nötige Umdenken zu erreichen. Die Abkehr von einer kurzfristigen Optik, die vor allem Gewinnmaximierung zum Ziel hat, ist dringend. Ohne ernsthaftes Umdenken und Umlenken werden wir den nötigen Kurswechsel zu einer nachhaltigen Schweiz nicht schaffen.

Aus all diesen Gründen und in Anbetracht der Dringlichkeit fordern wir Grünen ein zusätzliches Reformpaket zur Nachhaltigkeit. Es lohnt sich, genauer und vermehrt darüber nachzudenken, wie wir es schaffen, eine Entwicklung einzuleiten, die zu einem sozial gerechten, lebensfreundlichen und demokratischen Europa und hin zu einer zukunftsverträglichen Weltpolitik führt.

Die Erwähnung des wenig verbindlichen Grundsatzes der Nachhaltigkeit als Staatsziel, wie es jetzt vorgesehen ist, reicht uns nicht. Wir Grünen fordern ein Reformpaket zur Nachhaltigkeit. Die Dringlichkeit der Umsetzung lässt kein langes Ausruhen auf den Lorbeeren zu und erfordert baldiges Handeln. Im Bericht «Nachhaltige Entwicklung in der Schweiz» vom April 1997 verspricht der Bundesrat die Schaffung eines Rates für nachhaltige Entwicklung – Herr Bundesrat, Sie sind angesprochen! –, und im Dezember, Herr Bundesrat, hatte Frau Bundesrätin Dreifuss versprochen, den Rat bis Ende 1997 zu bestellen.

Herr Bundesrat, ich möchte Sie deshalb bitten, darüber Auskunft zu geben, wann die Mitglieder des Rates für nachhaltige Entwicklung endlich bezeichnet werden, damit das Gremium seine Aufgabe bald erfüllen kann. Versprochen ist es per Ende 1997.

Vollmer Peter (S, BE): Ich muss Ihnen gestehen, dass ich mich zu Beginn dieser ganzen Verfassungsdiskussionen, als sie in unserem Lande wieder aufgekomen sind, eher nüchtern positioniert habe. Als das Parlament dann noch den Auftrag erteilt hat, eine reine Nachführungsvorlage vorzulegen, bin ich noch skeptischer geworden. Es ist – wenn wir das genau betrachten – im Grunde genommen rein verfassungsrechtlich ein unmögliches Unterfangen, zu meinen, dass man einfach nur nachführen könne. Es ist aber auch politisch ein unmögliches Unterfangen. Nun hat man dieses Projekt noch mit dem Jubiläumsjahr verknüpft und damit noch einmal höhere Anforderungen und Erwartungen an dieses Projekt geknüpft. Ich glaube, dass diese Verknüpfung sehr grosse Gefahren in sich birgt.

Sie birgt die Gefahr in sich, dass wir hier plötzlich verfassungsidealistische Positionen verbreiten und damit Erwartungen wecken, die wir mit diesem Projekt nicht einlösen könnten und die wir heute mit einer Totalrevision – wie immer sie formal angelegt ist – wahrscheinlich auch nicht einlösen können. Die zentralen verfassungshistorischen und verfassungssoziologischen Fragen, die wir uns eigentlich stellen

müssten, bleiben ausgeklammert und ausgeblendet. Ich denke an das Verhältnis zwischen Gesellschaft und Staat, zwischen Wirtschaft und Gesellschaft, zwischen Nationalstaat und Globalisierung. All das bleibt undiskutiert. Man müsste sich umgekehrt auch die Frage stellen, wie effektiv konstitutiv denn die Verfassung, der nationale Verfassungsstaat für unsere heutige und zukünftige Wirtschaft und Gesellschaft überhaupt ist. Die fehlende Diskussion über diese grundlegenden Probleme und Fragen illustriert gerade die Debatte, wie wir sie heute führen.

Wenn ich mir den Antrag Rennwald noch einmal vergegenwärtige – ich möchte ihn nicht qualifizieren, weil ich ihn auch nicht disqualifizieren möchte –, stellt sich damit die Frage: Was hat die Bevölkerung für ein Verständnis, was mit einer solchen Verfassungsrevision möglich ist, wenn in unserem Rat derartige Anträge gestellt werden? Die krampfhaften Hinweise von Herrn Bundesrat Koller auf die Volksdiskussion im Zusammenhang mit der Vernehmlassung erachte ich ebenfalls als eine gewaltige Selbsttäuschung.

Was ist vor diesem Hintergrund meine Antwort? Ich bin dennoch entschieden für Eintreten und gegen Rückweisung, und zwar nicht deshalb, weil das Nachführungskonzept an sich besonders überzeugt – wobei es immerhin einige gute, substantielle Verbesserungen und sogar Neuerungen bringt –, sondern weil ich überzeugt bin, dass wir mit dieser Verfassungsdiskussion, wie wir sie auch in den Kommissionen führten, einen Prozess in Gang gebracht haben, der wahrscheinlich vom heutigen Bundesrat in dieser Form gar nie beabsichtigt gewesen ist. Deshalb reagiert er offenbar bei jeder Forderung, mit der etwas Neues angestrebt wird, so ängstlich und defensiv. Ich meine aber, dass wir uns als Parlament diese Ängstlichkeit nicht anzueignen haben. Wir sind frei, wie wir unseren Auftrag, den wir dem Bundesrat erteilt haben, interpretieren. Wir haben die Chance, darüber hinauszugehen und effektiv Neuerungen einzuführen. Darum, so meine ich, bringt eine Rückweisung überhaupt nichts. Das Parlament kann jetzt entscheiden, was es will.

Wo sehe ich die Chancen? Ich möchte Bundesrat Koller und seinen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern auch gratulieren. Sie haben nämlich das Konzept der Nachführung mit diesen Reformpaketen ergänzt. Ich halte das für eine bestechende Konzeption. Es eröffnet sich damit die Möglichkeit, die anstehenden Problemfelder unter der Chiffre «Totalrevision» in Paketlösungen zu diskutieren und zu beschliessen. Das ist ein offener Prozess, der eigentlich formal kein Ende hat. Ich glaube, wir brauchen heute diesen offenen Prozess, um die verschiedenen Bereiche unserer Probleme anzugehen. Genauso offen wünsche ich mir aber auch die Verfassung.

Gerade deshalb, weil für mich die Maxime der Offenheit wichtig ist, sind für mich die Bestimmungen des Organisationsrechtes äusserst wichtig. Dort schaffen wir die Voraussetzungen; wir schaffen uns die Instrumente, die darüber entscheiden werden, ob wir als Gemeinwesen in Zukunft fähig sein werden, die Probleme effektiv anzugehen und neue Lösungen zu suchen. Ich wünsche mir – ich glaube, das darf man im Zusammenhang mit einer Verfassungsrevision –, dass wir wenigstens den Satz, den der Berner Schriftsteller und Pfarrer Kurt Marti 1981 geschrieben hat, Lügen strafen, dass nämlich das Wort «schweizerisch» die besondere Eigenart bedeute, mit unseren Problemen nicht fertig zu werden. Strafen wir diesen Satz wenigstens für die Zukunft Lügen.

Steffen Hans (D, ZH): Als politisch interessierter Bürger habe ich das lange Ringen um eine Verfassungsreform miterlebt. Nach dem Bewusstwerden von Max Imbodens «Helvetischem Malaise» anno 1964 und nach den Motionsaufträgen Obrecht und Dürrenmatt folgten drei Jahrzehnte der Vorbereitung einer Verfassungsreform auf allen Ebenen der Politik und auch in der Wissenschaft. Es waren allerdings immer die sogenannten Eliten in Bundesrat, Parlament, Kantonsregierungen und Parteien, die sich gegenseitig zum Handeln ermunterten. Das Volk zeigte kein Interesse an Reformen. Bundesrat und Verwaltung mussten sich seit 1995 modernster Beeinflussungs- und Kommunikationsmittel bedienen, um die Volksdiskussion in Gang zu bringen. Von rund 5 Mil-

lionen Schweizerinnen und Schweizern haben lediglich 11 000 Einzelpersonen sowie Organisationen und «Organisationen» Eingaben zum Verfassungsentwurf formuliert. Wie aber wird sich die schweigende Mehrheit verhalten? Allein schon die vielen Anträge lassen vermuten, dass der Revisionsprozess kaum zur Stärkung des inneren Zusammenhaltes des Volkes beitragen wird, geschweige denn jene «Chance der Selbstfindung», die sich anlässlich des Jubiläumsjahres 1998 bietet und wie sie von Ihnen, Herr Bundesrat Koller, erwartet wird. Ein Feuer der Begeisterung des Volkes für diese Reform ist schon gar nicht auszumachen.

Als ich nach einer Begründung dieser reservierten Haltung des Souveräns suchte, fand ich die Antwort auf Seite 11 der Botschaft des Bundesrates, wo über das Wesen und die Aufgabe einer Verfassung geschrieben wird. Nach Auffassung des Bundesrates weist die Bundesverfassung vom 29. Mai 1874 «alle Elemente auf, die für den modernen westlichen Verfassungsstaat kennzeichnend sind». Diese Elemente werden dann aufgezählt. Gesagt wird von der heute gültigen Verfassung: «Sie legt die Grundzüge der staatlichen Ordnung fest, sie nennt die wesentlichen Ziele, weist Aufgaben zu, regelt die Organisation und das Verfahren der Staatsorgane, bestimmt die Rechtsstellung der Menschen in diesem Staat und begrenzt dadurch zugleich die staatliche Macht.» In der Würdigung der bestehenden Verfassung schreibt der Bundesrat weiter: «Die Bundesverfassung ist allerdings nicht nur ein juristischer Text, sie ist auch ein politisches, geschichtliches und kulturelles Dokument Als Kristallisationspunkt grundlegender politischer Anliegen ist die Bundesverfassung Ausdruck des politischen Grundkonsenses, eine Art 'Gesellschaftsvertrag' im modernen Sinn.»

Ich teile auch die Meinung des Bundesrates, dass die Bundesverfassung kein in Stein gehauenes unantastbares Monument darstellt, sondern das Produkt fortwährender Entwicklung und Anpassung an die politischen Umstände der Zeit ist. Als eines der ältesten Grundgesetze der Welt hat sie diese Anpassungen an die Gegebenheiten ohne jeden Zweifel erfahren, sind doch seit 1874 rund 140 Partialrevisionen von einer Mehrheit von Volk und Ständen beschlossen worden.

Ich runde ab, mit den letzten Sätzen des Bundesrates zum Thema Wesen und Aufgabe. Gesagt wird, die gültige Bundesverfassung sei «nicht zum Mythos erstarrt. Sie ist als Fundament der Eidgenossenschaft nach wie vor tragfähig. Ihre Grundausrichtung und ihre Kernaussagen sind durchaus aktuell und zukunftsweisend.» Was wollen wir denn noch mehr?

Zum Bundesbeschluss A: Wenn ich diesen durchlese, durchdringt mich die sprachliche Kälte der Formulierungen in der Juristensprache, enttäuscht mich das Fehlen von «Eidgenossen und Eidgenossinnen», kränkt mich die Einschränkung der Privilegien von Bürgerinnen und Bürgern zugunsten der unter dem Allerweltsbegriff firmierenden «Personen» und alarmieren mich die versteckten Tore zur Öffnung der Schweiz gegenüber der Uno, der EU und anderen internationalen Organisationen, aber auch die Verankerung des Grundsatzes, dass Völkerrecht Landesrecht bricht.

Die eingangs zitierte positive Beurteilung der gültigen Verfassung durch den Bundesrat und die vorhin angedeuteten Abweichungen von der heutigen Verfassung zwingen mich, dem Antrag der Minderheit Keller Rudolf auf Nichteintreten zu folgen. Ich bitte Sie, diesen Minderheitsantrag zu unterstützen.

Fehr Lisbeth (V, ZH): Zweck einer Bundesverfassung ist es, jenen Grundüberzeugungen Ausdruck zu geben, mit denen sich Menschen identifizieren, wenn sie sich in einer staatlichen Gemeinschaft eine Ordnung zum Zusammenleben geben wollen. Nicht eine Zusammenstellung bloss unverbindlicher Anliegen, sondern gerade solche Grundwerte prägen eine Verfassung. Was in der Verfassung steht, ist jedem Menschen in unserem Land ein persönliches Anliegen, ein erstrebenswertes Ziel. Wer z. B. das Streikrecht als klares Verfassungsrecht regeln möchte, bringt damit zum Ausdruck, dass der Streik für ihn ein erstrebenswertes Mittel zur Gestal-

tung der Zukunft unseres Landes darstellt. Wer das Streikrecht in der Verfassung verankern will, beabsichtigt, bei irgendeiner Gelegenheit auch zu streiken. Damit aber gerät er in Widerspruch zu jenem Grundwert, der bis heute von einer überwiegenden Mehrheit unserer Bevölkerung als ein zentraler Grundpfeiler unseres staatlichen Zusammenlebens hochgehalten wird: zum Bekenntnis der Partnerschaft im allgemeinen und zum Bekenntnis zur Sozialpartnerschaft im besonderen.

Bis heute hat die Erkenntnis, dass das persönliche Interesse im entscheidenden Moment angesichts der Verantwortung fürs Ganze zurückzutreten hat, die Schweiz geprägt. Der Wille, die anstehenden Probleme gemeinsam im Miteinander-Reden und Aufeinander-Zugehen und nicht im Konflikt mit Kampfmitteln zu lösen, hat bis anhin alle sozialen Schichten und Landesteile unseres Staates miteinander verbunden. Die Nachführung der Bundesverfassung bietet nun die Gelegenheit, das Bekenntnis zu dieser Sozialpartnerschaft in unserem Land neu zu bekräftigen.

Wir wollen damit zum Ausdruck bringen, dass wir weiterhin gewillt sind, unsere gemeinsamen Probleme auf der Grundlage einer Übereinstimmung, die alle Konflikte überwindet, zu verwirklichen. Wohl stecken wir heute in einer Zeit wirtschaftlicher Schwierigkeiten, in der die gelebte Sozialpartnerschaft besonderen Herausforderungen gegenübersteht und wo von aussen oftmals Konflikte der Sensationslust zuliebe geschürt und angeheizt werden. Und trotzdem ist die Überzeugung zutiefst in unserer Bevölkerung verankert: Wenn unser Land eine Zukunft haben will, dann ist dieses partnerschaftliche Miteinander zu erneuern und zu stärken.

Das Bekenntnis zur Partnerschaft im Staat hat eine lange Tradition in unserer Schweiz; unser Land und das Schweizervolk haben in der oftmals von Konflikten geprägten Geschichte die Einsicht gewonnen, dass ein multikultureller Kleinstaat wie die Schweiz seine Existenz langfristig nur wahren kann, wenn das Bekenntnis zum Miteinander die Lust am Konflikt in den Hintergrund zu drängen vermag. Die Sozialpartnerschaft ist deshalb eines der wichtigsten Elemente, das unserem Land das Überstehen selbst schwerster Krisen immer wieder ermöglicht hat. Gerade wegen der funktionierenden Sozialpartnerschaft werden wir bekanntlich im Ausland als «Land der Friedensabkommen» beneidet.

Es mag sein, dass diese Erfahrung heutigen Generationen nach Jahrzehnten des Wohlstandes fremd geworden ist. Allerdings hat eine Verfassung nicht bloss das Heute widerzuspiegeln. Eine Verfassung ist ein Fundament für die Zukunft. Deshalb stellt sich die Frage, ob die Schweiz auf der Grundlage des Miteinanders, auf der Grundlage eines erneuerten Bekenntnisses zur Sozialpartnerschaft eine Zukunft haben soll oder ob die Zukunft der Schweiz der Lust am Konflikt und am Streik geopfert werden soll. Diese wesentliche Frage müssen wir beantworten. Ich meine, die Schweiz wird nur eine Zukunft haben, wenn sie das Bekenntnis zur Partnerschaft erneuert. Der Streik gehört deshalb nicht in die Bundesverfassung und ist als völlig verfehltes Signal abzulehnen.

Semadeni Silva (S, GR): Anch'io mi chiedo se non è forse un lusso, questo aggiornamento della costituzione che ci permettiamo in occasione del centocinquantenario anniversario della Confederazione. Certo, la revisione dell'ultracentenaria Costituzione federale è necessaria; ne sono ben cosciente, perché come insegnante di educazione civica me ne servo regolarmente. Con la sua struttura disordinata, con le sue lacune, con il suo stile e la sua lingua antiquata non è un buon strumento di lavoro. Per i giovani che vogliono capire e che cercano risposte alle tante domande quotidiane la nostra vecchia costituzione è difficilmente decifrabile.

Anche solo un aggiornamento sistematico e linguistico quindi potrebbe essere giustificato – potrebbe, se non ci fossero alla porta le grandi questioni che siamo chiamati a risolvere al più presto. Penso alla grande angoscia che vive la nostra popolazione al momento, a causa della minaccia che pesa sui posti di lavoro e sulle istituzioni sociali. Perfino le chiese, di fronte a questo sviluppo drammatico, chiedono un nuovo

patto sociale. Penso alla nostra posizione in una Europa che si trasforma ad un ritmo incalzante. La nostra sovranità si squaglia come neve al sole. E così mi chiedo: la nuova costituzione corrisponderà anche fra qualche anno ai bisogni della gente che si interessa così poco oggi ai nostri lavori? La costituzione non può essere fine a se stessa, ma deve aderire alla vita, ai bisogni delle cittadine e dei cittadini. Per questo, piuttosto che dedicarci all'aggiornamento, dovremmo discutere delle nuove regole per rivalutare la politica di fronte all'economia. Dovremmo parlare delle carenze del nostro sistema politico, chiarire se le nostre istituzioni saranno in grado anche nel ventunesimo secolo di trovare delle soluzioni ai problemi. E così anche noi forse ritroveremo la voglia di creare progetti per il futuro, come hanno fatto i nostri padri nel 1848.

Ma tutti sanno che le divisioni interne ed il futuro incerto non ce lo permettono. Anch'io non mi faccio illusioni. Il progetto di revisione che abbiamo sul tavolo è il frutto di questa rassegnazione. Sostengo ciononostante l'entrata in materia, nella speranza che ne scaturisca un aggiornamento onesto, accompagnato dall'introduzione di quelle innovazioni che dovrebbero essere ormai generalmente acquisite, come lo sviluppo sostenibile, i diritti sociali, il diritto all'aiuto in situazioni di emergenza, o il divieto di clonazione, o il diritto alla formazione scolastica gratuita per tutti i bambini, la parità di diritti per le persone handicappate, per citarne alcune. Innovazioni contestate invece, come l'inaccettabile cosiddetto diritto alla serrata o il via libera alla privatizzazione delle poste non possono insinuarsi nella nuova costituzione.

Non da ultimo spero che l'aggiornamento linguistico porti per la nuova costituzione anche l'uso di un linguaggio non sessista in tutte e quattro le lingue nazionali. Come per la versione tedesca, anche per quelle francese, italiana e retoromancia, si possono e si devono scegliere in modo pragmatico e creativo formulazioni non discriminatorie per le donne – un atto necessario per rispetto al principio della parità, principio ancora sconosciuto ai nostri padri fondatori, ma determinante per il nostro futuro.

Questo aggiornamento non sarà un lusso che ci permettiamo in occasione del giubileo, se cerchiamo di sfruttare l'occasione il meglio possibile, affinché la nuova costituzione si orienti al futuro, possa essere approvata da una larga maggioranza parlamentare e non debba poi fallire miseramente davanti al popolo.

Kofmel Peter (R, SO): Ein Gedanke zur Frage «Nachführung oder tiefgreifende Reform» – ich beginne mit einem Zitat: Ein Land «sollte nach vorn schauen, frei, entscheidungsfreudig, mit Lust an der Zukunft und kühnen Plänen im Herzen». So sprach Professor von Matt an der 200-Jahr-Feier der Helvetik vom letzten Samstag in Aarau. Und mit dieser Optik, so könnte man voreilig schliessen, müsste man die Bundesratsvorlage eigentlich zurückweisen.

Aber mit professoralen Worten ist es wie mit der Bibel: Man kann sie wörtlich nehmen oder man kann sie ernst nehmen. Wer frei entscheiden will, wer kühne Pläne entwerfen und umsetzen will, der muss zuerst in einem umfassenden Sinne Ordnung schaffen; in unserem Falle eben Ordnung im historisch gewachsenen Bundesverfassungsdschungel.

Unsere gegenwärtige Bundesverfassung lässt sich doch vergleichen mit einem Büro, das über mehrere weit geöffnete Fenster verfügt und von einer winterlichen Sturmböe überrascht wurde, wie wir sie etwa gestern oder heute morgen hatten. Ein riesiges, ein wirkliches Durcheinander, «es Grusch». Wer in diesem Büro wieder arbeiten und schöpferisch tätig sein will, muss zuerst Papier für Papier aufheben, betrachten und bewerten, wird diese Papiere dann ordnen, sie zu einzelnen Stapeln zusammenfügen, diese Stapel wiederum nach bestimmten Kriterien anordnen sowie schliesslich alles angemessen und mit System ablegen. Und wer aufgeräumt hat, wird sich darob freuen können, nicht nur eine neue Ordnung, sondern auch die Übersicht gefunden zu haben; und zwar eine Übersicht über die formale Ordnung genauso wie über die inhaltliche Ordnung. Und er wird erst dann frei sein für Neues.

Genau dies brauchen wir auch für die Zukunft unseres Landes: Vorerst eine neue Übersicht. Daraus wollen wir jene Handlungsfreiheit gewinnen, die wir benötigen, um jene Reformen zu verwirklichen, die wir mehrheitlich wünschen.

So gesehen darf man die vorliegende Bundesverfassungsreform durchaus als Pflichtübung bezeichnen, aber man darf sie nicht als Pflichtübung abkanzeln. Denn wer die Pflicht nicht beherrscht, darf zur Kür schon gar nicht erst antreten. Zu den Nichteintretens- bzw. Rückweisungsanträgen ist deshalb zu sagen: Wer sich dieser Nachführung und Aktualisierung jetzt widersetzt und etwas im Stil von «Multireform subito» verlangt, der muss sich den Vorwurf gefallen lassen, offenbar gar nichts zu wollen oder offenbar jegliche Reform gleich in den Anfängen ersticken zu wollen. Deshalb hoffe ich, dass eine grosse Mehrheit in diesem Saal gegen Nichteintreten und gegen Rückweisung stimmen wird, also ja sagt zu einem bestehenden bundesrätlichen Konzept, welches ein erster echter Reformschritt in einem offenen, dynamischen Prozess ist.

Goll Christine (S, ZH): Wenn ich nach einem Jahr Kommissionsarbeit Bilanz ziehe, Herr Bundesrat Koller, muss ich als erstes festhalten: Ohne soziale Grundrechte ist keine Demokratie möglich. Wer Angst vor Arbeitslosigkeit, vor Armut, vor sozialer Ausgrenzung und der Bedrohung der Existenz haben muss, wer sich nicht darauf verlassen kann, dass ein Staat die soziale Sicherung seiner Bevölkerung in seiner Verfassung klar festschreibt, der kann sich eine Teilhabe an der Demokratie buchstäblich nicht leisten.

Der jetzige Stand der Ergebnisse ist ein Lob auf die Wirtschaftsfreiheit, ohne die sozialen Verpflichtungen der Wirtschaft festgehalten zu haben. Wir laufen damit Gefahr, die Politik weiter zu entmachten, anstatt sie gegenüber den Regeln des Marktes zu ermächtigen. Wir laufen Gefahr, einen Vorteilsstaat für Reiche statt einen Wohlfahrtsstaat für alle zu etablieren.

Was die sozialen Grundrechte betrifft, war bereits der Entwurf des Bundesrates, Herr Koller, sehr mutlos. Die sozialen Grundrechte wurden in der Kommission jedoch noch weiter verwässert. Wir laufen damit Gefahr, im Jubeljahr keine konkreten Antworten auf die soziale Realität in diesem Land, keine konkreten Antworten auf die wirtschafts- und sozialpolitische Depression in diesem Land zu geben.

Wer die Formulierung sozialer Grundrechte in der Bundesverfassung mit lauter einschränkenden und relativierenden Nebensätzen spickt, will letztlich auch den Sozialabbau.

Es geht ja nicht nur darum, die Grundrechte zu achten, sondern es geht auch darum, sie aktiv zu verwirklichen, d. h., sie zu schützen und zu fördern, und auf keinen Fall, sie zu relativieren. Diese Relativierungen sind aber genau passiert, z. B. in Artikel 10: Das «Recht auf Existenzsicherung» wurde zu einem simplen «Recht auf Hilfe in Notlagen». Um den Subsidiaritätscharakter zu betonen, wurde ein Einschub gemacht, indem gesagt wird, nur wer in Not gerate «und nicht in der Lage ist, für sich selbst zu sorgen», solle unterstützt werden.

Ein anderes Beispiel: Artikel 33, die Sozialziele. Diese waren von Anfang an, Herr Koller, nur Ziele und keine Sozialrechte. Relativierende Einschübe sind auch bei Artikel 33 passiert, bei den Sozialzielen, obwohl es nur Ziele sind, beispielsweise mit Formulierungen wie «im Rahmen ihrer verfügbaren Mittel» oder mit der Formulierung in Ergänzung zu «privater Initiative und persönlicher Verantwortung»; nur so sollen die Sozialziele überhaupt verfolgt werden. Der Gipfel ist dann Absatz 2 von Artikel 33, wo noch einmal zusätzlich festgehalten wird, dass aus diesen Sozialzielen «keine unmittelbaren Ansprüche auf staatliche Leistungen abgeleitet werden» können.

Einschränkungen und Relativierungen wurden beispielsweise auch in Artikel 106 gemacht, wo es um die «Unterstützung von Personen in Notlage» geht. Dort wurde von der Kommissionsmehrheit verweigert, dass explizit eine Rahmengesetzgebungskompetenz und eine Finanzkompetenz des Bundes im Bereich der Sozialhilfe festgeschrieben werden können – Beschlüsse und ein Konsens, die in der Kom-

mission für soziale Sicherheit und Gesundheit möglich waren, und zwar nach jahrelanger Vorarbeit für ein Grundrecht auf Existenzsicherung.

Dies alles ist Ausdruck eines unglaublichen Relativierungswahns und einer unglaublichen und zigfach formulierten Subsidiaritätsparanoia. Ich fordere Sie auf: Unterwerfen wir uns in der Beratung nicht einfach dem Diktat eigenmächtiger Wirtschaftshandlanger, sondern fördern wir eine demokratische Politik mit sozialen Grundrechten, die konkrete Antworten auf die heutige soziale Realität geben. Wir müssen uns sonst nämlich am Schluss dem Vorwurf aussetzen, zwar einen Konsens erreicht zu haben, aber einen Konsens der reinen Sprachkosmetik ohne greifbare Inhalte.

Vallender Dorle (R, AR): Fragen der Verfassung, der besten Verfassung für einen Staat und damit auch des bestmöglichen Staates werden nicht erst seit Platons «Mischverfassung» diskutiert. Diskussionen über Notwendigkeit, Aufgabe, Inhalt und Grenzen von Staatsverfassungen sind vielmehr Legion und füllen ganze Bibliotheken. Können wir dieser Diskussion noch etwas hinzufügen? Ich meine ja.

Verfassungsgebung ist Diskussion, ist Ausloten der pluralen Überzeugungen mit dem Ziel der Konsensfindung. Verfassungen entstehen nicht im stillen Kämmerlein, im Zwiegespräch – sie entstehen vielmehr im offenen Diskurs, wobei jedes Argument die gleiche Chance haben muss, gehört und gewogen zu werden. Verfassungsfragen werden nicht erst seit Platon diskutiert, denn es gibt keine richtige, keine einzige überzeugende Verfassung. Dennoch sind an die Verfassung eines Rechtsstaates besondere Anforderungen zu stellen. Sie muss mindestens vier Fragen beantworten:

1. Die Frage der Gerechtigkeit. Genügen die in der Verfassung den mündigen Bürgern und Bürgerinnen vor dem Staat gewährten Freiheitsräume? Dies ist mit Blick auf die Gleichstellung oder das Diskriminierungsverbot als Beispiele sicher zu bejahen. Es ist aber zu verneinen, wenn der Staat nicht bereit ist, in jedem Fall – und ich betone: auch in den aller schlimmsten Fällen – auf die Todesstrafe und auf Folter zu verzichten. Wenn ein Staat nicht bereit ist, das Leben seiner Bürger und Bürgerinnen in allen denkbaren Situationen zu achten, wenn ein Staat nicht bereit ist, die physische und psychische Unversehrtheit zu garantieren, auch wenn er sich angegriffen fühlt, begeht dieser Staat eine gefährliche Gratwanderung zwischen Rechts- und Unrechtsstaat.

2. Die Frage nach der Wertordnung, nach den Zielen, die wir miteinander erreichen wollen. Der Entwurf anerkennt das Streben nach Wohlfahrt, Freiheit, Frieden, Sicherheit und Solidarität ebenso wie die Erhaltung der natürlichen Lebensgrundlagen. Aber das Prinzip der Nachhaltigkeit darf nicht nur auf die Umwelt bezogen werden; es gilt allgemein in der Politik des Staates, für die Aussenpolitik ebenso wie für die Innenpolitik bis zu den Finanzen. Die Verfassung beantwortet diese Fragen zweifelsfrei. Ebenso stellt sie die Solidarität in den Vordergrund, wenn sich Menschen in einer Notlage befinden und sich nicht selber helfen können.

3. Die Frage der politischen Klugheit. Welcher Rahmen von «checks and balances» soll die drei Gewalten einbinden? Die Stärkung der föderalistischen Struktur scheint in dieser ersten Stufe gelungen; weitere Hürden wie die Ausgestaltung des Finanzausgleichs sind zu nehmen. Eine Frage der politischen Klugheit ist die, ob eine Ombudsstelle sich der Konflikte zwischen Bürgern und Bürgerinnen und für den Staat handelnden Angestellten annehmen sollen. Ich meine ja, denn Staatsverdrossenheit ist ansteckend. Auch die Frage der Verfassungsgerichtsbarkeit harret noch der Realisierung durch das Reformpaket. Dabei sei schon heute angemerkt, dass das Bundesgericht, das Verfassungsgericht, eine Vermittlerrolle zwischen Staat und Volk übernehmen soll. Auch eine Frage der politischen Klugheit ist die der Volksrechte. Sie dürfen nicht zu Verbandsrechten herabgestuft werden.

4. Die Frage nach der Verfassungsgeltung. Hier geht es um die Geltung, Auslegung und Änderung der Verfassung selbst. Eine Verfassung muss etwas verfassen; sie muss alle Staatsorgane – insbesondere den Gesetzgeber – einbinden. Eine Verfassung sollte möglichst eindeutig sein und nicht ein

Heer von Juristen zu Deutung und Missdeutung herausfordern. Unter diesem Blickwinkel ist mit Bezug auf die Wirtschaftsfreiheit zu fragen: Gilt auch in Zukunft der Verfassungsvorbehalt, wenn der Gesetzgeber in die Wirtschaftsfreiheit eingreift bzw. Ausnahmen regeln will? Nur wenn diese Frage eindeutig bejaht werden kann, genießt das Grundrecht der Wirtschaftsfreiheit den Schutz vor dem Gesetzgeber, den es nach der geltenden Bundesverfassung genießt und der ihm im Rahmen der Nachführung zusteht.

Verfassungsgebung ist Diskurs, so habe ich anfangs gesagt. Offener Diskurs kann niemals endgültig sein. Er ist vielmehr ein permanenter und zukunftsgerichteter Prozess. Will dieser Diskurs den Forderungen nach Ehrlichkeit und Aufrichtigkeit genügen, so darf er sich nicht in Visionen verstricken, die nicht erfüllbar sind. Eine Verfassung ist kein Parteiprogramm und schon gar kein Wahlprogramm. Eine Verfassungsreform setzt keine Einstimmigkeit voraus, sie verlangt aber Mehrstimmigkeit der Argumentation und ruft schliesslich nach Mehrheitsfähigkeit in der Abstimmung. Dass wir uns in dieser Diskussion der «mise à jour» vom zwanglosen Zwang des besseren Argumentes leiten lassen, sind wir uns selber und den Bürgerinnen und Bürgern schuldig.

In diesem Geist beantrage ich Ihnen Eintreten.

Gysin Remo (S, BS): «Achtung, die Schweiz!» Kennen Sie diesen Aufsatz von Max Frisch? «Achtung, die Schweiz!», 1954 geschrieben, aber immer noch von hoher Aktualität, was die Verfassungsreform zeigt. «Wir leben provisorisch, ohne Plan in die Zukunft», sagt Max Frisch. Unser Zukunftsplan heisst «Nachführung». Das ist doch tatsächlich ein bisschen grotesk.

Für meine welschen Freunde möchte ich Boris Vian zitieren: «Les Suisses vont à la gare, mais ils ne partent pas.» Das ist ebenso zutreffend. Frisch sagt, es fehle in der Schweiz nur an der Tat. Er bestätigt zwar, dass wir Schweizerinnen und Schweizer sehr fleissig sind, sagt aber auch, dass «wir tun, was gerade möglich ist, aber nichts verändern». Das gilt ganz besonders für den Teil der Wirtschaftsverfassung, auf den ich kurz eintreten möchte.

Wir schleppen den ganzen alten, konservativen, wieder aufgefrischten, neoliberalen Kram unserer alten Verfassung mit und haben die schlimmste Wirtschaftsverfassung neben den USA, die schlimmste Wirtschaftsverfassung in West- und neuerdings auch in Mitteleuropa. Wir vergessen die Sozialstaatlichkeit der Wirtschaft. Unsere Wirklichkeit sieht sehr viel besser aus als das, was in der Verfassung steht. Hier wäre nun Nachschreibung am Platze. Aber weder der Bundesrat noch die Kommission haben sich getraut, sich auch nur für die Nachschreibung einzusetzen.

Ich möchte das an ein paar Beispielen erhärten: Der Markt und unsere Eigentumsverhältnisse belohnen nach wie vor ein Wirtschaftsverhalten, das Arbeitslosigkeit erzeugt und die sozialen Kosten der Allgemeinheit aufbürdet. Das drückt sich z. B. in den Eigentumsverhältnissen aus. Wir von der Sozialdemokratie haben darum gerungen, die Sozialpflichtigkeit des Eigentums zu verankern. Das wurde abgelehnt. Die Verpflichtung zur Gemeinschaft ist doch eine Voraussetzung für jede Art von Eigentum. Das finden Sie heute praktisch in jeder Verfassung. Aber unserem Bundesrat geht das leider zu weit.

Zur Wirtschaftsfreiheit, dem neuen Ausdruck für die Handels- und Gewerbefreiheit: Sie wird noch und noch besungen. Jede Änderung müsse verfassungsrechtlich verankert sein, war der Haupttenor. Sie können heute in der Presse nachlesen, wie sich die Vereinigung der Holdingunternehmen, aber auch Herr Hasler von der Arbeitgeberschaft, gegen jede Einengung dieser sogenannten Wirtschaftsfreiheit wehren. Eine Wirtschaftsfreiheit, welche die Freiheit der Arbeitgeberschaft meint.

Ich meine: Doch, wir müssen diese Wirtschaftsfreiheit in der Verfassung einengen, wie es die anderen Länder auch tun und wie wir es tatsächlich praktizieren. Wir müssen das in der Bundesverfassung auf zwei Arten tun: Wir müssen der Wirtschaftsfreiheit als Ausgleich die Sozialstaatlichkeit gegenüberstellen, z. B. die Sozialziele, die in der Debatte zu So-

zialrechten werden sollen. Und wir müssen den demokratischen Prozess, die öffentliche Seite, die den Rahmen für die Wirtschaft setzt und selbst wirtschaftet, stärken. Wer bekämpft sonst die Arbeitslosigkeit? Wer sorgt für den sozialen Ausgleich? Das sind keine betriebswirtschaftlichen Ziele.

Dieses Wirtschaften, das wir pflegen wollen, setzt auch voraus, dass die Wirtschaft zielorientiert wird. Wir haben uns für mindestens zwei klassische Ziele eingesetzt:

1. Die Vollbeschäftigung soll in Artikel 85 verankert werden. Unser Wirtschaften soll auf Vollbeschäftigung ausgerichtet sein, und zwar nicht nur die Konjunkturpolitik, sondern die umfassende Wirtschaftspolitik: Die Investitionspolitik, die Innovationspolitik, die Bildungs- und Forschungspolitik. Es war für mich beschämend zu sehen, dass das unseren bürgerlichen Kolleginnen und Kollegen und auch dem Bundesrat zu weit ging!

2. Wir wollen auch eine gerechte Einkommens- und Vermögensverteilung als Ziel verankern. Meine Kollegen und Kolleginnen auf der anderen Seite taten so, als gäbe es heute keinen Zwiespalt zwischen Arbeitnehmerschaft und Arbeitgeberschaft, zwischen Kapital und Arbeit, als ob wir mit der Steuer- oder der Bildungspolitik nicht heute schon einen Ausgleich der ungleichen Verteilung suchten.

Welches Mass an Ungleichheit trägt eigentlich die Schweiz? Ich möchte in Erinnerung rufen, dass wir in der Schweiz eine Armut haben, dass über 700 000 Leute unter dem Existenzminimum leben. Eine gerechte Verteilung – Einkommens- und Vermögensgerechtigkeit – muss ein Ziel bleiben! Chancenungleichheit und übermässige Konzentration wirtschaftlicher Macht erfordern einen Staat, der auf die bestehenden Eigentumsverhältnisse korrigierend einwirkt.

Ein weiteres Beispiel zur Wirtschaftsverfassung: Wir hören, wie der Markt besungen und gelobt wird. Die gleichen Leute wehren sich aber gegen Markttransparenz, wehren sich gegen die Aufnahme dieses Erfordernisses in den Artikel über die Wettbewerbspolitik. Bei der Markttransparenz geht es z. B. um die Herkunftsdeklaration von Fleisch, Uhren oder Schuhen, es geht um Herstellungs- und Produktionsart, darum, wie etwas erstellt wird – manipuliert oder anders. Dass die Konsumenten, Einkäuferinnen und Einkäufer, nicht informiert werden sollen, widerspricht dem Marktprinzip und jedem Marktdenken. Das muss in der Verfassung entsprechend korrigiert werden.

Der entfesselte Markt braucht eine Renaissance der Solidarität. Ich werde das Resultat unserer Diskussion daran messen, wie diese Solidarität gepflegt wird.

Bonny Jean-Pierre (R, BE): Ich möchte drei Bemerkungen anbringen:

1. Zur Vorlage als Ganzes: Ich bin kein Fan dieser Vorlage; aber mir liegt daran, nun doch objektiverweise festzustellen, dass nach einer grossen Fleissarbeit der Kommission eine Grundlage vorliegt, die uns zwar nicht vor Begeisterung von den Sitzen reisst, es aber doch verdient, ernst genommen zu werden. Machen wir uns also an die Arbeit, und holen wir das Beste heraus.

Die Rückweisungsanträge Rechsteiner Paul und Rennwald unterscheiden sich zwar rechtlich vom Antrag der Minderheit Keller Rudolf und vom Antrag Scherrer Jürg auf Nichteintreten – vielleicht gibt es noch andere –, faktisch führen sie aber auf längere Zeit zum gleichen Resultat, nämlich zu einem Stillstand.

2. Ein heikler Punkt, den wir bei unseren Arbeiten besonders beachten sollten, ist das Verhältnis zwischen Regierung, Bundesrat und Parlament. Ich bin, wie Sie sicher auch, für ein starkes Parlament. Ich bin aber auch für eine starke Regierung. Der Bundesrat – das ist eine Feststellung, die wir nicht leichthin hinnehmen können – hat in den letzten Jahren in einem schleichenden Erosionsprozess eindeutig – das ist jedenfalls meine Überzeugung – an Boden verloren.

Um ein etwas triviales Bild zu brauchen: Das Parlament frisst unter dem Hag hindurch. Ich bin daher für eine Stärkung der Stellung und der Kompetenzen des Bundespräsidenten. Ich habe dies letztes Jahr durch eine Motion zum Ausdruck gebracht, die vom Rat überwiesen wurde. Ich bin aber auch da-

gegen, dass durch einen übermässigen Ausbau der Informationsansprüche des Parlamentes die Aktionsfreiheit der Regierung immer mehr eingeengt wird.

Jetzt werde ich konkret: Die Fassung der Kommission zu Artikel 144 Absatz 4 bezüglich Auskunftrechte, Einsichtsrechte, Information der Kommissionen schiesst meines Erachtens eindeutig über das Ziel hinaus und wird künftig die Beziehungen zwischen Parlament und Bundesrat schwer belasten, teilweise sogar vergiften. Ich werde mir gestatten, einen Antrag zu stellen, der in Artikel 144 Absatz 4 die Fassung der ständerätlichen Kommission unterstützt.

3. Es gibt nicht wenige Parlamentarier in diesem Rat, die meinen, wenn man etwas in der Verfassung nicht regle, finde es einfach nicht statt. Das ist eine grosse Illusion. Es gibt Bereiche, in denen Bundesrat und Verwaltung aufgrund ihrer allgemeinen Regierungs- und Verwaltungsbefugnis legitim mitwirken können und auch mitwirken. Die Verfassung gibt uns nun die Chance, gewisse Jalons und Leitplanken zu setzen, damit Bundesrat und Verwaltung nicht einfach frei schalten und walten können.

Auch hier – und damit schliesse ich – erwähne ich ein konkretes Beispiel, das uns beschäftigen wird: die Frage der Statistik. Ich stehe nicht im Geruch, ein blinder Fan von Statistiken zu sein. Sie hatten ja in der Wintersession die Freundlichkeit, beim Budget 1998 meinem Streichungsantrag in bezug auf eine bestimmte Statistik zuzustimmen.

Wir stehen nun aber vor der Tatsache, dass die ständerätliche Kommission mit Artikel 57c einen valablen Vorschlag in bezug auf einen Statistikartikel gemacht hat, der vielleicht noch einiger Retouchen bedarf. Die Kommission unseres Rates beantragt, diesen Artikel zu streichen; ich finde das falsch. Ich meine, dass wir dafür sorgen müssen, dass wir in einem Bereich, wo Regierung und Verwaltung ohnehin tätig sein werden, Regeln aufstellen, damit sich dieser wichtige Bereich auch in Zukunft in geordneten, nützlichen Bahnen bewegt und nicht zum Selbstzweck verkommt.

Gross Jost (S, TG): Die Verfassungsrevision ist ein Spagat zwischen Status quo und Reform. Nachführung ist Festbeschreibung der Verfassungswirklichkeit, Erneuerung wäre Überwindung des Status quo in einzelnen Reformschritten. Ist das Konzept, das uns hier vorgelegt wird, realistisch? Welches sind die Risiken, welches sind die Chancen?

1. Zu den Risiken: Die Erhaltung des Status quo könnte zum Stillstand, zur verfassungsrechtlichen Grabesruhe geraten. Wird der Reformeifer nicht erlahmen, wenn die Parforce-Leistung der Nachführung über die Bühne ist? Das wäre dann explizit das Gegenteil eines offenen Reformprozesses.

2. Die Erhaltung des Status quo könnte gar zum Rückschritt hinter die gelebte Verfassungswirklichkeit werden. Wer auf unentschieden spielt, geht nicht selten das Risiko ein – nicht nur im Sport –, das Spiel zu verlieren. Tendenzen für eine konservative Umwertung gibt es genug. Der Vorort misst die Frage, was verfassungswürdig ist, fast ausschliesslich daran, was der Wirtschaft zumutbar ist. Das Motto lautet: Fundamentale Rechte der Bürgerinnen und Bürger sind nur verfassungsrechtlich zu verankern, wenn sie zu keiner Mehrbelastung der Wirtschaft führen – was für ein Grundrechtsverständnis, das Bürgerrechte nicht primär auf den Persönlichkeitsgehalt und die Menschenwürde zurückführt!

In diesem Sinne sind Grundrechte wesentlich auch Minderheitsrechte, deren Kernbereich der Willkür der Mehrheit entzogen ist. Wer Minderheiten wie den Behinderten, den Frauen, den Sozialbedürftigen Rechte auf Teilhabe und soziale Gleichstellung abspricht, stellt die Errungenschaften der bundesgerichtlichen Verfassungsrechtsprechung zu den ungeschriebenen Grundrechten mutwillig in Frage.

Wer selbst Sozialziele ablehnt, die Miniversion von echten Sozialrechten, wie sie beispielsweise die Verfassungskommission Furgler noch vorsah, möchte die verfassungsrechtliche Realität ungeschehen machen, dass dies ein sozialer Rechtsstaat ist, kein Nachtwächterstaat und schon gar nicht – mit den Worten von Herrn Steinemann – ein aufgeblähter Fürsorgestaat oder – mit den Worten von Herrn Schluer – ein Wohlfahrtsstaat als Selbstbedienungsladen.

3. Die Verfassungsrechtsprechung zu den ungeschriebenen Grundrechten ist vielen ein Dorn im Auge. Selbst Staatsrechtslehrer sprechen von einem Wildwuchs, der durch die Nachführung zu disziplinieren sei. Ständerat Carlo Schmid hat gestern im Ständerat von einer Anomalie ohne demokratische Legitimation gesprochen. Was ist inskünftig der Spielraum schöpferischer Grundrechtskonkretisierung des Bundesgerichtes im Prokrustesbett der nachgeführten Bundesverfassung?

Zu den Chancen der Nachführung: Natürlich beantwortet dieser Verfassungsentwurf die grundlegenden, die Menschen bedrängenden politischen, wirtschaftlichen und sozialen Fragen – wie sie z. B. Herr Rennwald aufgeworfen hat – nicht oder nur sehr beschränkt: beispielsweise Globalisierung; die Grenzen des Nationalstaates in der Gestaltung von Finanz- und Wirtschaftspolitik; Dreiklassengesellschaft, die immer mehr Menschen aus der Arbeitswelt, dem System sozialer Sicherheit hinausdrängt; die ökologische Zeitbombe, Klimakatastrophen, technologische Risiken, Erschöpfung der natürlichen Ressourcen oder auch Einbettung der Schweiz in die internationale Gemeinschaft, vor allem die EU. Aber: Die Verfassungsdiskussion ist kein Diskurs über Utopien auf einem anderen Planeten. Auch hier sind Fortschritte nur in harter, mühsamer Knochenarbeit zu erringen. Es gibt im vorliegenden Verfassungsentwurf einige wichtige Ansätze, um das Primat der Politik mit dem Gestaltungsmittel der Verfassung wiederherzustellen, zum Beispiel: Nachhaltigkeit als festgeschriebener Grundsatz staatlichen Handelns, Chancengleichheit als Motor der Gleichstellung noch immer diskriminierter Minderheiten oder das generelle Klonverbot im Humanbereich als Widerstand gegen den Wahn des grenzenlos Machbaren.

Unsere direkte Demokratie leidet an Potenzstörungen. Selbst kleine Reformen brauchen unendlich viel Zeit, um realisiert zu werden. Betrachtet man die Liste der positiven, kleinen Reformschritte oder Sicherungen verfassungsrechtlicher Errungenschaften – ich könnte Ihnen etwa dreissig Punkte nennen –, so muss man objektivweise einräumen: Müsstest diese Fortschritte alle im Verfahren der Partialrevision der Bundesverfassung erkämpft werden, würde dies wohl Jahrzehnte in Anspruch nehmen. So gesehen ist die verfassungsrechtliche Erneuerung – die «sanfte Renovation» in den Worten Herrn Rhinows – doch eine erhebliche Beschleunigung des parlamentarischen, des demokratischen Prozesses. Es ist deshalb ungerecht, die Verfassungsdiskussion als Zeitverschwendung abzuwerten. Bundesrat und Verfassungskommissionen haben schnell und effizient gearbeitet.

Damit komme ich zum Schluss. Wer garantiert uns, dass die heute in vielen Teilen ungeschriebene Verfassung angesichts des enormen politischen Drucks, vor allem der ausserstaatlichen Kräfte der sich globalisierenden Wirtschaft, Bestand haben wird? Sosehr wir die Rechtsprechung des Bundesgerichtes zu den ungeschriebenen Grundrechten als kreative Leistung wertschätzen, sosehr sehen wir: Sie ist zwar in einem immer härter werdenden Verteilungskampf der Fels in der Brandung, aber ohne demokratische Legitimation ist sie gefährdet. Gerade die Erfahrungen etwa in Grossbritannien zeigen, dass wir ohne diese demokratische Legitimation in der geschriebenen Verfassung Gefahr laufen, auch diese Errungenschaften aufs Spiel zu setzen.

Ich bitte Sie deshalb, auf den Verfassungsentwurf einzutreten.

Fischer-Seengen Ulrich (R, AG): Die Verfassung, das Grundgesetz, regelt bekanntlich die grundlegenden Prinzipien der staatlichen Organisation und des Zusammenlebens der Menschen in diesem Staat. Auch der einfache Bürger muss deshalb direkten Zugriff auf den Inhalt dieses Grundgesetzes haben. Er muss verstehen, was gemeint ist; er muss finden, was er sucht. Diesen Anforderungen genügt die heutige Verfassung nicht mehr. In den letzten über 100 Jahren ist sie x-fach angereichert und dadurch unübersichtlich und unlesbar geworden. Eine Revision ist deshalb dringend notwendig.

Seit drei Jahrzehnten hat es immer wieder Anläufe zu einer Totalrevision gegeben. Bisher sind aber alle diese Anläufe, alle Vorstösse gescheitert. Warum? Weil man zuviel wollte. Man wollte in einem Schritt zahlreiche Revisionsanliegen gleichzeitig durchsetzen. Diesmal ist es anders. Die Erkenntnis ist gereift, zunächst Ordnung in das Bestehende zu bringen, das Bestehende lesbar und verständlich zu machen. Erst anschliessend, in gesonderten Vorlagen, sollen inhaltliche Revisionsanliegen zur Diskussion gestellt und entschieden werden. Es sollen separate Entscheide über einzelne Problemkreise wie die Justizreform, die Volksrechte, aber auch das Verhältnis zwischen Bund und Kantonen getroffen werden. Dieses Konzept ist richtig. Es ist meines Erachtens das einzige erfolversprechende Vorgehen.

Wer von diesem Konzept abweichen will, wer zuviel will und im Rahmen der Nachführung über das Formale hinausgehende Neuerungen einbauen will, torpediert diese Revisionsanstrengungen. Wer – wie in den Rückweisungsanträgen aus SP-Kreisen verlangt – Sozialrechte einbauen, Wirtschaftsartikel ändern, ihnen einen anderen Inhalt geben, Institutionen neu gestalten, den Föderalismus neu definieren will, der riskiert einen Scherbenhaufen, der ist Totengraber dieser Revision.

Deshalb bitte ich alle, Hand zu bieten und diesem Konzept, das uns der Bundesrat vorgelegt hat und dem auch die Kommission gefolgt ist, möglichst konsequent nachzuleben.

Ich wenigstens werde alles unterstützen, was effektive Nachführung ist; ich werde umgekehrt alles bekämpfen, was darüber hinausgeht, weil inhaltliche Neuerungen nicht in die Vorlage über die Nachführung gehören.

Gewisse Neuerungen sind zweifellos sinnvoll, inhaltliche Reformpakete sind richtig, aber sie sollen getrennt behandelt werden. Ich hoffe, dass damit die Chance gewahrt wird, dass das Reformwerk vor Volk und Ständen Gnade finden wird.

*Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 13.05 Uhr
La séance est levée à 13 h 05*